

f r a n c e
o r u m

NOUVELLE SÉRIE • n° 47 10 €



ÉTATS-UNIS :
L'HYPERPUISSANCE
EN DANGER ?

S o m m a i r e

France Forum • n° 47 • nouvelle série • septembre-octobre 2012

Éditorial	2
-----------------	---

ÉTATS-UNIS : L'HYPERPUISSANCE EN DANGER ?

Le système politique américain : va-t-on vers une paralysie ? par Yves Mossé	3
Où en est le leadership américain ? par Hervé de Carmoy	9
L'année de toutes les surprises par Albert Kalaydjian	12
« L'avenir en trois scénarios » , entrevue avec Alexandre Adler	15
L'économie américaine à la veille de l'élection présidentielle par Christian de Boissieu	21
Retraites : le surprenant modèle américain par Pierre-Édouard du Cray	26
Obamacare par Jean Schéré	29
Les Hispaniques, l'électorat convoité des élections américaines par Sylvie Laurent	32
« Amérique, un choix entre deux avenir » , entrevue avec Guillaume Debré	36
Un canari dans la mine par Marc Varangot	41

DOSSIERS ET ÉTUDES

La guerre d'Algérie (1830-1962) n'est pas terminée par Jean-Pierre Prévost	46
---	----

MOTS ET HUMEURS

Dictionnaire du sens interdit par André Le Gall	50
Marc Sangnier et le MRP	51
In memoriam : 37, quai des Orfèvres par Jacques Mallet	53

IL Y A CINQUANTE ANS

Les sculpteurs d'un nouveau visage de l'Afrique par Georges Le Brun Kéris	54
--	----

CULTURE ET SOCIÉTÉ

« Deauville, plateforme artistique » , entrevue avec Philippe Augier	56
Tout un monde lointain par Nicolas Viel	58
Edward Hopper, exposition au Grand Palais par Françoise Colin-Bertin	59

NOTES DE LECTURE

Où va l'Amérique ? de Hervé de Carmoy et de Alexandre Adler par Charles Delamare	60
The Debt Bomb de Tom Coburn avec John Hart par Jean Schéré	60
Comment va Marianne ? de Corine Pelluchon par Jean-Pierre Prévost	61
Le Choc des empires. Napoléon et le tsar Alexandre de Charles Zorbibe par Charles Delamare	62
L'action, sœur du rêve. Souvenirs de voyage de Jacques Blamont par Charles Delamare	63

États-Unis : L'hyperpuissance en danger ?

L'élection du prochain président des États-Unis est un événement mondial. À la différence de celle de la République française !

Parce que le pays qui choisira son chef en novembre pour quatre ans exerce, encore, son hégémonie sur le monde entier. D'une manière qui a été parfois d'une extrême brutalité en Afghanistan, en Irak, mais aussi ailleurs. Qui pourtant n'est pas partout ressentie comme insupportable.

Parce qu'elle est le fait d'un État que ses constituants, il y a deux cents ans, se sont ingénies à rendre faible. Ils voulaient rester libres en tant que citoyens et ne donnèrent pas les moyens au pouvoir d'État d'empiéter sur leurs droits. Le spectacle donné par la campagne électorale actuelle fait rire les tyrans, encore si nombreux sur la planète, mais rassure les démocrates, chrétiens ou non.

Il est vrai que la faiblesse relative du gouvernement de la grande République américaine peut créer des inquiétudes chez ceux qui sont conscients, beaucoup plus semblent-il que les candidats en présence, de l'am-

pleur de la crise financière mondiale, du basculement des rapports de force vers l'Asie, de l'appauvrissement relatif des anciens bénéficiaires de la révolution industrielle. L'Europe, dont les nations divisées se réclament d'une souveraineté qui n'a guère plus de réalité que celle des îles Fidji, paraît s'éloigner du bon sens, en laissant ses habitants devenir de plus en plus hostiles aux efforts d'unification. Le nouveau président n'aura guère, de ce fait, une grande considération pour le Vieux Continent.

C'est l'ensemble de ces questions qu'aborde ce numéro de *France Forum*. Nous souhaitons mettre en garde nos lecteurs contre un optimisme qu'il serait bien agréable de diffuser, mais que nous n'apercevons pas pointant à l'horizon, quel que soit le vainqueur des urnes, en novembre, aux États-Unis. Non pas pour ce grand pays, mais en ce qui concerne l'Union européenne qui se trouve au point où fut la Fédération américaine il y a deux cents ans. Il serait temps de rattraper notre retard !

Le comité de rédaction

Le système politique américain : va-t-on vers une paralysie ?

par Yves Mossé

À la démocratie américaine, nous pourrions facilement appliquer le mot de Churchill : « Le pire des systèmes, à l'exclusion de tous les autres. » Mais ses faiblesses actuelles qui se transforment en travers au cours des ans rendront d'autant plus difficile la nécessaire adaptation des États-Unis à leur déclin relatif.

Depuis la fondation des États-Unis, la vie politique américaine n'a jamais été un long fleuve tranquille. À plusieurs reprises, au cours des deux derniers siècles, les crises ou les conflits ont provoqué de graves dysfonctionnements des institutions, voire leur paralysie.

En fait, les rédacteurs de la Constitution de 1787 avaient eu pour principal objectif d'affaiblir le pouvoir fédéral au risque de le paralyser. D'une part, ils ne voulaient pas qu'un nouveau despotisme remplaçât la colonisation anglaise. D'autre part, la fragile unité des treize colonies ne pouvait être maintenue qu'en laissant une large autonomie aux États fédérés, notamment afin d'esquiver la question explosive de l'esclavage dans le Sud.

Le pouvoir fédéral fut donc divisé en trois, exécutif, législatif et judiciaire, en veillant soigneusement à ce que ceux-ci s'équilibrent ou se bloquent par des mécanismes complexes.

Quant au fédéralisme, il est protégé par une énumération limitative des compétences de l'État fédéral. Tout ce qui ne relève pas de ce dernier est du domaine des États. Chacun d'eux est doté d'une Constitution et de lois qui varient d'un État à l'autre. Il est fréquent qu'un ou plusieurs États saisissent la Cour suprême pour qu'elle annule des lois fédérales au motif qu'elles violent la répartition des compétences. Ainsi, c'est à la suite du recours de plusieurs États dont les parlements étaient républicains que la Cour a jugé de la constitutionnalité de la loi Obama sur l'assurance maladie.

Depuis quarante ans, le système politique américain a connu quatre évolutions fondamentales qui ont accentué les risques de paralysie.

La polarisation de l'opinion en deux blocs

Depuis 1992, à trois reprises (1992, 1996, 2000), le président a été élu avec moins de 50 % des voix ou à de courtes majorités comme en 2004 ou en 2008. En 2000, Bush fut même minoritaire dans le vote populaire et ne dut sa victoire, d'ailleurs contestée, qu'au collège des grands électeurs. La dernière victoire massive remonte à 1984 quand Reagan obtint 57 % des voix. La carte électorale montre que les républicains sont largement majoritaires dans le Sud, les Grandes Plaines et le Middle West. Les démocrates dominent dans l'Est, les États des Grands Lacs et la côte Ouest. L'élection présidentielle et les majorités au Congrès se jouent donc dans cinq ou six États comme la Floride, l'Ohio ou la Caroline du Nord. La polarisation conduit à ce qu'aucun président depuis Carter n'a pu obtenir pendant la durée de son (ou ses mandats) une majorité qui lui était favorable dans chacune des deux chambres du Congrès. L'étroitesse des majorités présidentielles ou de celles du Congrès est une des explications de la virulence des affrontements électoraux.

La violence du débat politique

Ce que les Américains appellent la « campagne négative », qui consiste à démolir son adversaire par des attaques sur sa personne et sa vie privée autant que sur ses positions, a commencé en 1964 avec Johnson contre Goldwater, a été poursuivie à grande échelle par Nixon en 1968 et 1972, puis par le premier Bush en 1988, avant de faire partie en permanence du jeu électoral. Par leur virulence, les publicités télévisées achetées à grands frais matraquent les électeurs de messages brutaux et simplistes. Cette violence a affecté le fonctionnement du Congrès. L'affaire du Watergate à l'issue de laquelle les démocrates firent partir Nixon, pourtant réélu en 1972 avec 60 % des voix, fut suivie du Monicagate¹ au cours duquel les républicains tentèrent de destituer Clinton réélu en 1996. Alors que c'était auparavant exceptionnel, le Sénat n'hésite plus à rejeter des nominations de ministres, de hauts fonctionnaires ou de juges sur des critères exclusivement politiques ou personnels. S'il ne peut le faire, il refuse d'en débattre, s'appuyant sur des procédures complexes empêchant la clôture des débats qui exige le vote de soixante sénateurs², ou la règle de la « courtoisie sénatoriale » qui permet à un sénateur de bloquer un vote sur une nomination dans son État et qui ne lui convient pas. D'où les marchandages interminables et bancals entre le président et les membres du Congrès qui détricotent les propositions du président, bloquent les nominations, voire le vote d'accords internationaux, affaiblissant la politique étrangère du pays. L'agressivité, le refus du compromis, la bataille idéologique vont jusqu'à empêcher le vote du budget ou le relèvement du plafond de la dette, conduisant, comme en 1996, à fermer les administrations.

1. Bill Clinton fut mis en accusation par la Chambre des représentants à majorité républicaine pour avoir menti sous serment sur la nature de ses relations avec une jeune stagiaire de la Maison Blanche, Monica Lewinsky. À l'issue du procès, la majorité sénatoriale démocrate l'acquitta.

2. Le « hold » permet à un seul sénateur de bloquer l'adoption d'un texte auquel il est opposé sous la menace d'un débat sans durée limitée, le « filibuster ».

L'affaiblissement de la présidence

Le temps de la « présidence impériale », celle de Roosevelt, de Eisenhower, de Johnson et de Nixon a pris fin avec le scandale du Watergate. L'institution présidentielle ne jouit plus du respect dont elle était autrefois entourée. Reagan faillit être destitué en 1987 à cause de l'Irangate¹. Les frasques sexuelles de Clinton ont été transformées en scandale politique alors que ses prédécesseurs, tels Kennedy et Johnson, eurent des vies privées tout aussi tumultueuses sur lesquelles la presse se tint coite. Les médias se sont fait une spécialité d'affaiblir, voire de démolir, les présidents soumis à leur bombardement permanent et qui doivent satisfaire à des exigences inouïes de transparence.

Élus avec des majorités faibles pour de courts mandats, soumis à des tirs de barrage quotidiens, les présidents, qui cumulent les fonctions de chef d'État, de gouvernement, de la diplomatie, des armées et de parti, sont en campagne électorale permanente ou en tournée à l'étranger au point de passer un bon tiers de leur temps hors de Washington. Et quand un président tente de donner des missions à son vice-président, comme George W. Bush le fit avec Dick Cheney, on l'accuse de faiblesse.

Depuis le Watergate, le Congrès a multiplié les lois restreignant la marge de manœuvre du président, comme le *Budget Act* de 1974 qui permet au Congrès, doté d'un *budget office*, d'avoir le réel pouvoir budgétaire ou le *War Powers Act* de 1973 qui réduit considérablement la capacité d'initiative militaire du président, comme on l'a vu dans les affaires irakienne, libyenne ou afghane. Le Congrès devient d'autant plus agressif quand il est divisé : chacune des chambres fait alors de la surenchère, comme récemment la Chambre des représentants en votant une motion de censure contre le ministre de la Justice de Obama, pour la première fois depuis des décennies. Aujourd'hui, il est clair qu'une partie de la population blanche américaine n'a pas accepté l'élection d'un président noir, d'où les attaques incessantes, y compris au Congrès, sur le lieu de naissance de Obama et les rumeurs sur sa religion. La virulence de Fox News ou du chroniqueur Rush Limbaugh contre le président est stupéfiante.

Un Congrès ingouvernable

La première raison est qu'il est devenu une énorme machine administrative. Pour la seule Chambre, plus de 17 000 personnes assistent les 435 représentants et plus de 8 000 travaillent pour les 100 sénateurs. Un sénateur d'un État moyen dispose d'une équipe de plus de 50 personnes. Ce sont ces collaborateurs qui assurent la réalité du travail législatif et sont en permanence à la recherche d'un fait qui donnera à leur chef la visibilité dans les médias. Les commissions et les sous-commissions (plusieurs dizaines au Sénat) ont elles-mêmes des équipes à plein temps qui jouent un rôle clé dans les travaux parlementaires. D'autant que le Congrès siège rarement

1. Reagan fut accusé d'avoir autorisé illégalement la vente d'armes à l'Iran au bénéfice des mouvements contre-révolutionnaires du Nicaragua. Il dut accepter d'être interrogé par le Congrès.

plus de trois jours par semaine, l'avion permettant aux élus de rejoindre leur État pour y faire campagne. La complicité entre élus de partis différents qui permettait dans le passé des compromis a laissé place à des débats de plus en plus acrimonieux.

Une machine parlementaire sans chef

Jusqu'aux années 1970, la règle de l'ancienneté et une hiérarchie rigide s'imposaient dans les deux chambres. Sam Rayburn qui présida presque continuellement la Chambre entre 1940 et 1961 avait une autorité qui lui permit de faire voter sans débat et en les camouflant dans le budget plus d'un milliard de dollars destinés au projet de bombe atomique¹. Chaque soir, il réunissait autour d'une bouteille de bourbon cinq ou six élus proches pour fixer l'ordre du jour et déterminer les votes du lendemain. Les présidents presque inamovibles des commissions, souvent des sudistes comme Richard Russell au Sénat et Carl Vinson à la Chambre, qui avaient un pouvoir équivalent à celui des ministres, imposaient leurs vues à leurs collègues après avoir négocié directement avec le président. Au Sénat, les chefs des groupes parlementaires, comme les démocrates Alben Barkley et Lyndon Johnson, ou les républicains Robert Taft et Everett Dirksen, déterminaient l'ordre du jour, les amendements et les votes. Tout cela a disparu aujourd'hui dans le sillage du Watergate.

La règle de l'ancienneté a été abolie dans les deux chambres et les pouvoirs du *speaker*, sévèrement réduits au profit du groupe parlementaire majoritaire. En vingt-cinq ans, la Chambre a connu sept *speakers*, dont un qui dut démissionner pour corruption en 1989 et un autre qui fut censuré pour violation des règles d'éthique en 1997. Au Sénat, les chefs républicains ou démocrates ont une autorité affaiblie sur leur groupe et sont sous la menace constante d'être renvoyés par leurs pairs comme le fut le républicain Trent Lott, en 2005. Chaque sénateur est un féodal qui refuse la discipline de parti. Le Sénat a été incapable de modifier son règlement rédigé par Jefferson en 1793 qui exige que 60 sénateurs soient d'accord pour clôturer un débat afin de voter. Comme le dit un historien américain, « le Sénat a perdu son utilité de garde-fou contre les excès du peuple et est devenu un ennemi d'une gouvernance efficace² ».

L'argent, nerf de la guerre

L'argent est devenu le maître de la politique. Le coût des campagnes électorales atteint des sommes astronomiques en raison de l'immensité du pays, de la durée des campagnes, de leur fréquence et du coût de la télévision. Une campagne pour un

1. Quand en février 1944 le général Marshall vint dans le plus grand secret demander à Rayburn 1,6 milliard de dollars pour financer la bombe atomique, Rayburn lui répondit : « Je ne veux rien savoir. Vous aurez vos crédits. » *Washington Goes to War*, David Brinkley, Ballantine Books, p. 212.

2. Lewis Gould, *The Most Exclusive Club An History of the Modern United States Senate*, Basic Books, 2005, p. 318.

siège de gouverneur coûte plus de 100 millions de dollars. Le budget de Obama pour 2012 dépasse un milliard de dollars. Un président ou un parlementaire, dès son élection, consacre donc une grande part de son temps à récolter des fonds pour sa réélection. Les chances d'un candidat sont évaluées à partir des monceaux d'argent qu'il récolte. Clinton en vint à monnayer des nuits à la Maison Blanche pour ses bailleurs de fonds. Romney a été accusé de bénéficier de fonds issus des casinos de Las Vegas et de Macao. De plus en plus, la politique américaine est affaire de mil-

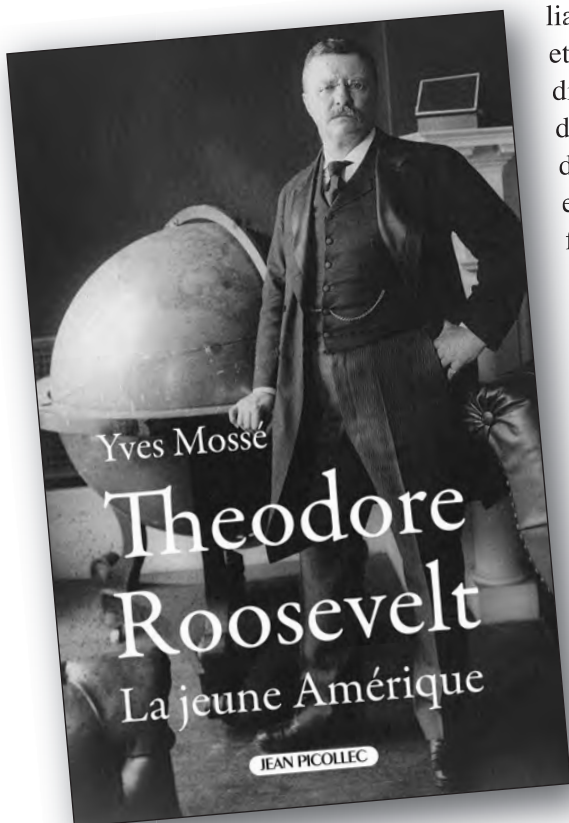
liardaires tels Kerry, candidat démocrate en 2004, et Romney, candidat républicain aujourd'hui. Les différentes lois, comme le *McCain-Feingold Act* de 2002, qui ont tenté d'endiguer ces déluges d'argent sont contournées. Le « *soft money* » des entreprises ou des syndicats échappe aux plafonds légaux par le biais de comités créés à cette fin. En 2008, Obama ayant financé sa campagne exclusivement sur fonds privés a échappé aux plafonds imposés en cas de financement public.

Les liens entre élus et milieux d'affaires sont donc étroits : 45 % des anciens parlementaires deviennent lobbyistes à Washington, utilisant leurs relations pour servir des intérêts privés. On a vu la puissance des lobbies médicaux et pharmaceutiques au moment du vote de la loi sur l'assurance maladie. Aussi, on comprend pourquoi les États-Unis ont tant de mal à réduire leur déficit budgétaire et à maîtriser leur endettement !

Seule la Cour suprême échappe au climat actuel de blocage et d'obstruction. Ce fut elle qui fit partir Nixon en 1974, qui mit un terme à l'imbroglio électoral de 2000 en donnant la victoire à Bush sur Gore et qui a

validé la loi sur l'assurance maladie. Il arrive même qu'elle devance les évolutions, comme en 1973, en autorisant l'avortement par l'arrêt Roe. Cela est dû au brio de ses membres et surtout à leur jalouse indépendance, y compris à l'égard du président qui les a nommés : ainsi le *Chief Justice* Roberts, désigné par Bush et réputé conservateur, a pris position pour la loi sur l'assurance maladie, comme auparavant le *Chief Justice* Warren Burger avait donné le coup de grâce à Nixon qui l'avait nommé¹.

1. En juillet 1974, dans une décision unanime rédigée par Burger, la Cour contraignit Nixon à remettre à la justice les enregistrements qui prouvèrent sa complicité dans la dissimulation des faits liés au Watergate.



Theodore Roosevelt. La jeune Amérique
Jean Picollec Éditeur, à paraître à l'automne 2012

Au fond, le système politique américain a besoin d'une crise nationale ou de raz de marée électoraux, comme ceux de Roosevelt en 1932, de Johnson en 1964 ou de Reagan en 1980, pour s'unir dans l'action. En quelques mois, Roosevelt fit voter le New Deal, Johnson imposa les lois sur les droits civiques et Reagan, sa réforme fiscale conservatrice et un formidable effort de réarmement.

Une dernière remarque qui incite tout point de vue, notamment français, à la modestie sur les réalités politiques américaines : les Américains, qui sont tout à fait conscients des blocages actuels, restent fidèles à leurs institutions démocratiques vieilles de deux siècles qui ont surmonté avec succès une guerre civile, deux guerres mondiales et la guerre froide. Car ils font confiance à l'extraordinaire capacité de leur pays à rebondir, à se mobiliser et à faire émerger des figures nouvelles, tant à droite qu'à gauche. En 2008, Barack Obama n'a-t-il pas été élu président après seulement deux années au Sénat ? ●

AU FIL DE LA LECTURE...

Quelle découverte ! Quelle Amérique ! Quel ravissement !

Voyage au bout de la nuit, Louis-Ferdinand Céline

Où en est le leadership financier américain ?

par Hervé de Carmoy¹

Le pouvoir démocratiquement élu aux États-Unis peut-il reprendre le contrôle du système financier devenu fou par cupidité ? On peut en douter, tant l'un est lié à l'autre. Un enjeu capital, non seulement pour les États-Unis, mais aussi pour le monde globalisé.

La puissance américaine, fondée sur une démographie tonique, une capacité militaire inégalée, une avance technologique persistante, une industrie financière prééminente et une diplomatie avisée, est en voie de transformation. Car, si la vitalité démographique se confirme, si l'avance technologique se maintient et si la politique étrangère reste habile, les résultats militaires sont contrastés, l'industrie financière est fragilisée et les coûts sociaux s'annoncent exorbitants. Dans ce contexte, les transformations du secteur financier détermineront dans une large mesure la capacité de rebond économique des États-Unis au cours des prochaines décennies.

Les ingrédients de la puissance financière américaine sont répertoriés : une suprématie mondiale du dollar, un approvisionnement presque illimité en liquidités grâce à la « Fed » et aux alliés de l'Asie et du Moyen-Orient, une avance dans l'innovation financière et une volonté farouche de maintenir sa prééminence. Mais ses atouts ne se potentialiseront que si ces établissements réorientent leur activité vers le soutien à l'économie réelle et font prévaloir à tous les niveaux des normes éthiques exigeantes. Ce sont des conditions essentielles au maintien du leadership américain en matière de finance.

Trois évolutions caractérisent à ce jour la finance américaine. En premier lieu, une avance dans la remise en état des bilans de leurs banques. Tandis que l'Europe n'en finit pas de recapitaliser ses banques, les banques américaines ont réussi, avec l'aide de l'État et de leur marché financier, à absorber une grande partie des actifs toxiques qui n'obèrent plus désormais leur santé financière. Leurs bilans redeviennent sains. Les banques ont effectué des provisions considérables ; grâce à celles-ci et à un raffermissement des prix de l'immobilier alliés à une meilleure qualité des

1. Auteur de *Où va l'Amérique d'Obama ?*, avec Alexandre Adler, « Quadrige », Puf, 2011. Voir note de lecture page 62.

crédits à la consommation, les banques ont réussi à nettoyer une grosse partie de leurs actifs douteux. Enfin de nombreux établissements bancaires ont modifié de fond en comble leur organisation et leur structure de commandement afin de mieux se focaliser sur les segments d'activité les plus rentables. C'est ainsi qu'une banque comme Fannie Mae, qui perdait encore 6,5 milliards de dollars en 2010, gagne, en 2011, 2,7 milliards. La tendance se poursuit en 2012. Ce retour de santé correspond à une reprise économique partielle : ainsi les résultats des entreprises américaines en matière d'exportation s'améliorent notamment grâce à la baisse du dollar, ce qui a permis aux États-Unis de réduire leur déficit de 6 % à 4 % de leur PIB. La précellence financière américaine, un moment dénoncée comme toxique, est en fait en train de retrouver une assise économique convaincante.

Mais un problème de fond demeure : le potentiel de gain lié à l'activité de spéculation pour compte propre est sans commune mesure pour les banques comparé à la rentabilité de leurs activités traditionnelles. Les prêts aux PME et le service accompagnant cette activité de crédit absorbent l'essentiel des marges qu'ils dégagent et qui se situent entre 3,5 % et 6 % des engagements. Il ne s'agit donc pas d'une activité lucrative pour la plupart des banques. Les départements PME, comme ceux de gestion de patrimoine, dégagent une faible rentabilité, comme ce fut le cas avant les années 1970, quand il était courant de considérer que les banques devaient obtenir un rendement d'environ 3 % sur leurs fonds propres. Ces chiffres doivent être comparés avec les résultats à deux chiffres atteints entre 1980 et 2005.

Or, 40 % des PME américaines, selon un sondage réalisé en 2011, se déclarent prêtes à réinvestir au lieu de se désendetter et à embaucher, si elles bénéficiaient du soutien des banques leur assurant des crédits, des conseils et un engagement personnalisé. Il existe donc un écart préoccupant pour l'avenir de l'économie américaine entre les besoins des PME pour un partenariat bancaire et la priorité des banques qui privilégient des emplois plus lucratifs tels que la spéculation pour compte propre. En effet, on observe depuis cinq ans que les banques ont considérablement réduit leurs effectifs affectés au suivi des PME. Or, il faut environ dix ans pour bien former de tels personnels. Ben Bernanke, le président actuel de la Fed, a démontré dans sa thèse de doctorat que la principale raison de la crise économique aux USA de 1930 à 1935 était que les équipes de banquiers traditionnels expérimentés avaient été licenciées. Les USA se retrouvent dans une situation comparable.

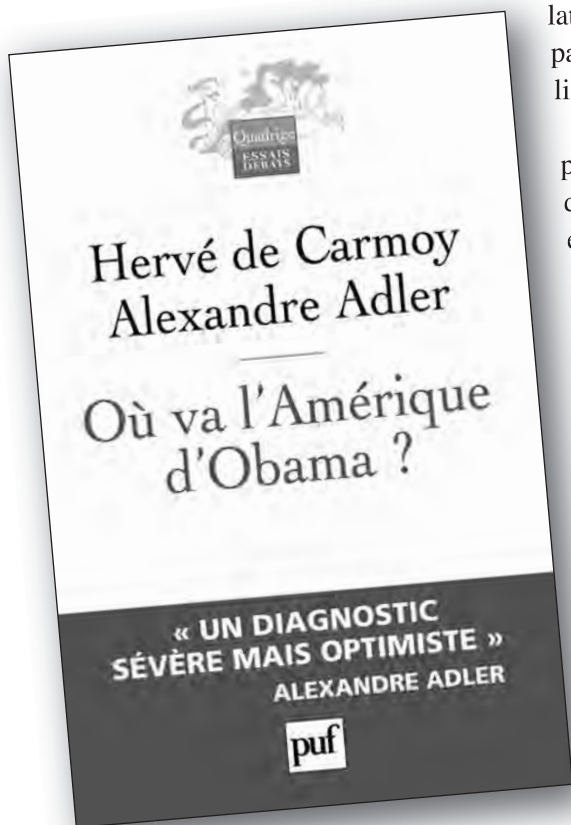
Pour pallier cette carence, l'Amérique a privilégié une autre démarche : on assiste ainsi peu à peu à l'émergence de petites unités de « *shadow banking* », dites banques parallèles, qui financent des PME seules ou en liaison avec d'autres établissements importants. Il est raisonnable de penser que ces nouveaux intervenants apporteront une contribution à l'essor industriel et économique des USA.

En fait, le risque essentiel que constitue la finance pour l'économie américaine est ailleurs. Tout se passe depuis quinze ans comme si l'industrie financière avait

monopolisé le pouvoir économique et politique. Elle a obtenu les coudées franches, agit comme un acteur quasi autonome de la puissance américaine, comme un atout à ne pas contrarier, ne serait-ce que parce qu'elle contribue massivement au financement des deux partis politiques. Ainsi, le *Dod Frank Act*, approuvé en juillet 2012 aux fins de contrôler les banques, est déjà contourné, pour ce qui a trait à la spéculation pour compte propre. L'une d'entre elles n'a pas hésité à prendre une position de 1 000 milliards de dollars sur des produits dérivés.

Ce contexte de régulation laxiste s'est accompagné d'une capacité presque illimitée de gains, d'abord pour les dirigeants et parfois pour les établissements qu'ils gèrent. Pour ce faire, ils ont tendance à s'affranchir à la fois de l'exigence de l'intérêt général et de la finalité économique de leur cœur de métier : le financement de l'entreprise ; en fait, ils n'ont aucune incitation à renoncer à leur eldorado, d'autant moins que, si celui-ci débouche sur un collapsus, tout le monde est obligé de pallier les erreurs et sauver les banques ! Dans la réalité, ni les agences de notation, ni les services de contrôle de la Banque centrale, ni les conseils d'administration, ni les auditeurs internes ou externes, ni même le management à un haut niveau, n'ont la capacité d'évaluer et de contrôler l'ampleur des risques liés aux opérations spéculatives. Leur complexité, leur technicité croissante renforcent la propension des institutions financières à poursuivre dans cette voie plutôt qu'à rechercher une croissance

globale saine à moindre risque. On notera que l'influence des groupes de pression financiers est telle que le Sénat américain a refusé de voter à la Fed des moyens en hommes nécessaires pour renforcer sa fonction de contrôle. Tout indique que l'appât du gain, de l'argent facile, prévaut encore alors que la finance américaine aurait besoin d'une éthique de responsabilité pour retrouver son lustre d'antan. ●



Où va l'Amérique d'Obama ?,
« Quadrige », PUF – 18,50 €

L'année de toutes les surprises

par Albert Kalaydjian

Les élections américaines approchent de leur dénouement. Malgré les pronostiques, on ne peut pas déclarer vainqueur Barack Obama. Mais l'élection pour un nouveau mandat de l'actuel président paraît probable et en quelque sorte rassurante.

L'élection présidentielle américaine de cette année 2012 déconcerte tous les observateurs avertis de la vie politique du pays. Traditionnellement, lorsqu'un président sortant sollicite le renouvellement de son mandat, soit il est plébiscité, comme Eisenhower en 1956, Nixon en 1972, Reagan en 1984, Clinton en 1996, soit il est largement désavoué par ses propres amis, Truman en 1952, Johnson en 1968, ou donné battu dans les sondages, comme Carter en 1980, Bush en 1992. Dans ces conditions, le candidat opposé au président sortant est un téméraire parti à la satisfaction générale ou un adversaire laissé se consumer dans un combat politique très difficile. Nous sommes aujourd'hui dans une hypothèse radicalement différente. Le parti républicain, en 2008, avait adoubé un candidat, John McCain, sénateur de l'Arizona, décidé à ressusciter l'aile progressiste du parti. Il en avait lui-même éprouvé les limites lorsqu'il alla chercher à l'extrême droite du parti la très controversée gouverneur de l'Alaska, Sarah Palin, comme candidate à la vice-présidence.

Les deux années qui ont suivi ont vu le parti républicain submergé de l'extérieur dans les élections primaires à tous les échelons par les tenants du Tea Party, une ligue de contribuables très efficaces et très férus d'ultralibéralisme. Les élections de mi-mandat ont vu des candidats du Tea Party, concourant en grand nombre, sous la bannière républicaine, renverser la majorité démocrate à la Chambre des représentants et échouer de deux sièges au Sénat. La très charismatique présidente de la Chambre, la Californienne Nancy Pelosi, devait céder son fauteuil au Texan John Boehner et le Congrès, échapper à l'influence de l'exécutif démocrate.

Mitt Romney, ancien sénateur républicain du Massachusetts et fils de l'ancien gouverneur du Michigan, George Romney, un ancien progressiste du parti, a su remarquablement se placer à la droite du parti républicain sans verser dans l'extrême droite. Ses adversaires à droite de la droite, Newt Gingrich et Rick Santorum, n'ont pas su catalyser les énergies ou se rendre efficaces. Et le libertarien Ron Paul, un représentant du Texas, était trop caricatural et marginal pour convaincre. Dès le

début du mois d'avril, Mitt Romney était assuré de la nomination républicaine.

Contrairement à John McCain, arrivé en 2008 à la même époque avec la même certitude d'être investi, le candidat républicain a choisi clairement ses angles d'attaque : l'abyssale dette publique, le système de santé dénoncé comme socialiste, l'intolérable dérive des mœurs et le laxisme de la politique étrangère. Il s'en est tenu à cette stratégie complétée par le choix d'un candidat de vingt ans plus jeune à la vice-présidence, le très influent président de la commission du budget de la Chambre, Paul Ryan, élu du Wisconsin et éminent représentant de la droite de la droite du parti.

Mitt Romney a fait un calcul simple : pas d'adversaires ou d'abstentionnistes à la droite du parti républicain, les centristes, les progressistes du parti seront bien forcés de suivre. Et le troisième étage du dispositif consistera à convaincre les électeurs indépendants de l'inefficacité de l'actuel président des États-Unis.

En face, le camp démocrate connaît un problème exactement inverse. En 2008, pour la première fois depuis toujours, la gauche du parti démocrate l'avait emporté à tous les niveaux de responsabilité. Et c'est Howard Dean, très gauchiste candidat à la nomination démocrate en 2004, qui dirigeait le comité national démocrate. En 2012, les illusions se sont perdues. La convention de Charlotte réunissait 20 000 participants, loin des 80 000 invités de 2008. Chacun sait que c'est à gauche aux États-Unis que le camp abstentionniste obtient ses meilleurs résultats.

Dans ces circonstances, les caciques du parti ont repris la main. Ils ont fait appel, lors de la convention, au très modéré Bill Clinton. Fait sans précédent dans les annales démocrates, c'est un ancien président, retiré de la vie politique, qui fait un retour remarqué sur la scène de l'actualité. Et le président Obama n'a pu donner l'illusion du renouvellement en changeant de vice-président. En 2008, le sénateur du Delaware, Joseph Biden, était un gage d'expérience. Devenu vice-président, il n'est plus qu'un homme politique sur le retour, trop déporté sur la gauche, notamment en matière de mœurs.

L'équation présidentielle va donc se resserrer. Le ticket républicain s'évalue au-dessus de 45 % et est proche des 47 %. Son homologue démocrate se situe au-dessus de 47 % avec un écart toujours inférieur à 2 %. Nous nous retrouvons dans une épreuve proche de 1960 où 70 000 voix dans l'Illinois et 30 000 voix dans le Mississippi virent la victoire à l'arraché de John Kennedy sur Richard Nixon, ou dans un schéma de 2000 lorsque le recomptage des voix en Floride permit à George Bush de recueillir la majorité constitutionnelle des deux cent soixante-dix grands électeurs alors que le vote populaire, comme en 1824 et en 1888, donnait la première place à l'adversaire. Tout va donc se jouer dans une poignée d'États clés : la Californie, l'Illinois, New York, la Floride, la Pennsylvanie, le Texas. Le candidat qui l'emporte dans un État récupère tous les sièges des grands électeurs présidentiels. Obama devrait l'emporter dans son État d'élection, l'Illinois, et normalement gagner dans l'État de New York, même si la ville risque de lui être défavorable.

Romney part favori en Floride et en Californie et a un *a priori* favorable au Texas. Mais la décision dans les États anciennement industrialisés demeure incertaine. Le parti républicain à un avantage, celui d'être devenu le parti des gouverneurs avec une trentaine d'États acquis à sa cause. Mais un scénario inverse de 2000 pourrait voir un président démocrate perdre le vote populaire tout en obtenant de justesse une majorité constitutionnelle. Son pouvoir en serait durablement affaibli, d'autant que la Chambre des représentants restera acquise aux républicains et que le Sénat pourrait basculer si les amis de Mitt Romney parvenaient à conquérir trois nouveaux sièges, ce qui est du domaine du possible.

Un président démocrate maintenu dans une telle position de faiblesse à la Maison Blanche serait alors la pire évolution politique envisagée : l'année de toutes les surprises pourrait alors devenir l'année de tous les dangers. ●

Alexandre Adler :

« L'avenir en trois scénarios »

Après chaque élection présidentielle américaine, le National Intelligence Council (NIC), la branche publique de la CIA, publie un rapport de perspectives stratégiques à vingt ans. Quels sont les scénarios imaginés par le NIC ? Dans le premier scénario, celui de la fragmentation, le monde est en panne de volontés politiques. L'Occident est à la traîne, l'Asie est en pointe, l'Amérique du Sud et l'Afrique continuent d'émerger. Les risques de conflit grandissent, mais sont évitables. Le scénario de fusion, ou de coopération, est celui d'un monde positif organisé autour des États-Unis et de la Chine. La priorité est donnée à la prospérité économique de tous grâce à de nouvelles innovations technologiques et même les questions environnementales trouvent un consensus. Le scénario « machine arrière » marque à l'inverse le retour à un environnement incertain marqué par le retrait des États-Unis. Les conflits régionaux sont exacerbés. Les investissements technologiques militaires tirent la croissance de ce monde où les organisations internationales et régionales sont devenues impuissantes du fait des rivalités de leurs états membres.

Alexandre Adler¹ qui a analysé les précédents rapports du NIC nous livre ses impressions sur les premiers éléments disponibles de la nouvelle livraison 2012.

Une certitude pour tous, y compris au NIC, l'instant unipolaire (« unipolar moment ») est terminé. M. F.

France Forum. – *Le rapport Global Trends publié par le National Intelligence Council, est-ce un travail scientifique d'experts ou une arme politique des États-Unis ?*

Alexandre Adler. – Avec ce rapport, on est un peu entre les deux, comme le sont aussi les organismes qui font le lien entre les services secrets, qui ont beaucoup changé depuis la fin de la guerre froide, et le pouvoir politique lui-même. Le National Intelligence Council était au départ un organisme léger et il devient une véritable administration faisant le lien entre le président des États-Unis, le Département d'État et les services secrets, qui ont, en fait, de moins en moins de

1. Auteur de *Où va l'Amérique d'Obama ?*, avec Hervé de Carmoy, « Quadrige », Puf, 2011. Voir note de lecture page 62.

raison de rester secrets. C'est pourquoi ce type d'analyses diffusé par le gouvernement des États-Unis est à la fois un exercice de relations publiques et un exercice de réflexion collective. On n'entre pas dans des détails opérationnels qui pourraient être dangereux pour la sécurité des pays, mais on dit beaucoup de choses sur la façon dont évolue la perception globale de notre monde par la puissance américaine. De ce point de vue, il faut rendre hommage à cette démarche.

F. F. – *Existe-t-il un exercice similaire en France ?*

A. A. – Un tel exercice serait tout à fait possible en France. Nous avons, par exemple, le Livre blanc sur la Défense. Mais ce qui rend, à mon avis, plus difficile, sinon inopérante, une démarche comparable, c'est que, dans le système français et un peu d'ailleurs dans le système britannique, la matière grise qui est utilisée par le pouvoir exécutif est « domiciliée à la maison ». Ce sont de hauts fonctionnaires qui sont chargés de réfléchir sur ces problèmes et, par définition, ils ont tendance à agir de manière plus collective en s'autocensurant, en se censurant les uns les autres dans la mesure où ils cherchent à trouver un consensus beaucoup plus qu'à approfondir leurs divergences. Ces traits de comportement, qui ne sont pas du tout choquants en eux-mêmes, nuisent, dans le cas présent, au caractère incisif des analyses que l'on attend. J'ajoute à cela que, s'il y avait vraiment une instance intéressante à mettre en place, ce serait davantage un conseil de sécurité européen qui réfléchirait cette fois-ci avec la taille suffisante et la variété des intervenants. Mais ne rêvons pas, nous n'en sommes pas encore là, nous en sommes à sauver l'euro... !

F. F. – *Ce qui est frappant dans ce rapport, c'est la place grandissante de la géographie. Trouvez-vous cette approche géographique pertinente ?*

A. A. – Je crois que la guerre froide avait dangereusement simplifié les enjeux. Comme dans les grandes manœuvres entre un parti bleu et un parti rouge, il y avait, d'un côté, les partisans de Moscou, les communistes et les révolutionnaires du tiers monde, et, de l'autre côté, le camp occidental. Et, aussi étonnant que cela puisse paraître, on retrouvait cette bipartition depuis la Terre de Feu jusqu'au cœur de l'Afrique en passant par le Moyen-Orient. En réalité, la fin de la guerre froide a fait voler en éclats ces certitudes rapides et on se rend compte que la géographie existe. En plus, les Américains ont eu l'occasion d'en faire l'expérience dans leurs expéditions successives en Afghanistan et en Irak où ils ont pu se heurter à l'épaisseur de la réalité ethnographique et, au fond, aux différences culturelles très fortes qui existent entre les sociétés. À cela s'ajoute bien sûr la prise de conscience du moment planétaire que nous traversons avec, notamment, le sujet du réchauffement climatique qui, comme vous le savez, est devenu une controverse publique aux États-Unis divisant encore républicains et démocrates. C'est la raison pour laquelle un

organisme officiel de sécurité se doit de prendre position sur ces questions de transformation de l'environnement tout autant que sur le terrorisme ou sur les menaces de guerre conventionnelle qui peuvent exister.

F. F. – *Comme par un fait exprès, la convention républicaine de Tampa a dû, fin août, être retardée d'une journée en raison d'un événement climatique !*

A. A. – Oui, on pourrait dire que c'est le « doigt de Dieu ». Cela n'empêchera pas certains républicains, adversaires du réchauffement, de dire que les ouragans ont toujours existé et que cela ne prouve rien sur le réchauffement du climat. Mais il y a quand même un consensus, d'abord pour constater l'extraordinaire chaleur qui a traversé le continent américain cet été, puis pour penser que l'ampleur et la grandeur de ces phénomènes d'ouragan et de tempête sont évidemment en rapport avec le réchauffement des eaux de la Caraïbe et plus largement avec la modification de l'environnement.

F. F. – *Quelle est votre analyse sur les trois scénarios proposés par Global Trends : coopération, retour en arrière, fragmentation (« fusion, reverse engines, fragmentation »), sachant que c'est ce dernier qui est privilégié par les auteurs ?*

A. A. – L'idée de départager l'avenir en trois scénarios était déjà présente dans les rapports précédents. Le premier scénario, c'est-à-dire l'établissement d'une coopération pacifique entre les États-Unis et la Chine dans le cadre d'une transition vers le XXI^e siècle pacifique et prospère, comme on disait à la grande époque, est le moins probable. Restent alors les deux autres scénarios que l'agence fédérale américaine a choisi de représenter et qui ne me semblent pas convaincants, ni l'un ni l'autre. Le scénario de la désagrégation en particulier plonge ses racines dans l'expérience de l'implosion de l'empire soviétique. Celui-ci s'est désagrégé, cela ne fait aucun doute. Mais sommes-nous en train d'assister à une désagrégation accrue dans un certain nombre de parties du monde émergent ? Rien n'est moins sûr. Je pense, par exemple, qu'après le départ de Fidel Castro et de Hugo Chávez de la scène politique les derniers obstacles qui existent à l'unification de l'Amérique latine autour du Brésil auront tendance à se lever. Je pense qu'après la fin de l'hégémonie du Parti du congrès à laquelle nous assistons aujourd'hui en Inde, non seulement nous ne verrons pas une désagrégation de l'État indien, mais probablement un compromis meilleur qui, d'une certaine manière, en donnant plus de place aux réalités régionales, ouvre la perspective d'un compromis avec le Pakistan. C'est un scénario qui n'est nullement à exclure compte tenu du dynamisme de la société indienne. Quant au Moyen-Orient, ce que je vois de la révolution arabe, ce n'est pas un morcellement plus grand du monde arabe, mais plutôt un regroupement autour de puissances régionales émergentes. Le rapprochement qui existe entre les Frères musulmans

égyptiens et le Qatar, même si je vois bien ses conséquences sur la sécurité d’Israël et sur l’affrontement avec le monde chiite, est en tout cas une simplification politique considérable. Donc le scénario d’un éclatement généralisé, malheureusement, n’aurait de sens qu’en Europe, et, personnellement, je suis de ceux qui estiment que, malgré les extrêmes difficultés que nous traversons, l’Europe non plus ne se dirige pas vers son éclatement. Il suffit de voir, en ce moment, dans les parties les plus saines et les plus dynamiques de l’Union ce qu’on pense de la construction européenne – en Pologne par exemple – pour comprendre que rien n’est perdu, loin s’en faut.

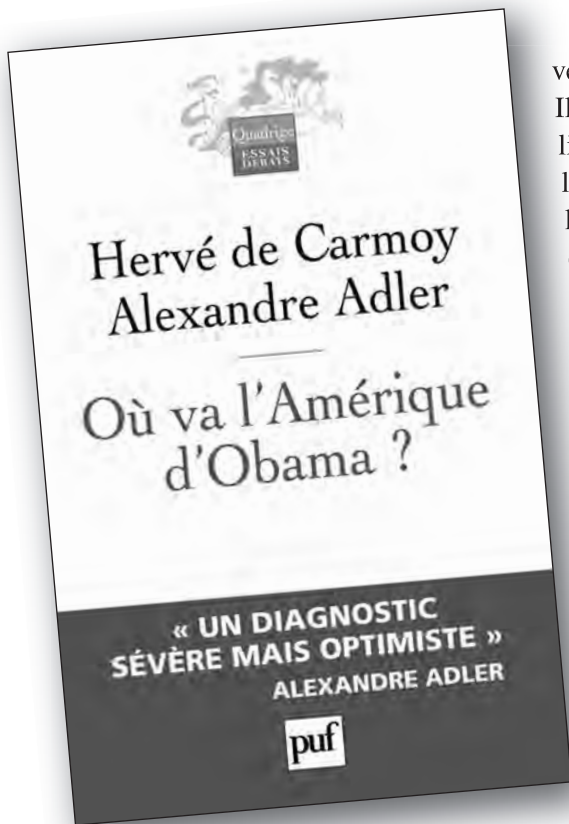
Pour les Américains, la montée de puissances émergentes qui ne soient pas liées par un système d’alliances est un facteur d’instabilité. Depuis longtemps, je ne partage pas les analyses américaines qui témoignent d’une nostalgie de l’Otan et de la cohérence qu’on avait atteinte pendant la guerre froide. Que ce soit un facteur de mobilité sans doute, un facteur d’instabilité, là je suis en désaccord. Entre 1878 et 1910 environ, en effet, l’Europe n’a pas connu de puissances absolument dominantes. La Grande-Bretagne, avec son empire mondialisé, la France, avec son dynamisme, la Russie, avec son ampleur, faisaient jeu égal avec l’Allemagne. Et pendant tout un temps, l’Italie, l’Autriche-Hongrie avaient, elles aussi, des politiques indépendantes. Or, ce n’est pas cette fragmentation, contrairement à ce que pensent beaucoup d’analystes américains, qui est à l’origine de la guerre de 1914, c’est plutôt une simplification, c’est-à-dire à partir de ce jeu complexe la naissance de deux blocs, de deux blocs de plus en plus cohérents, l’un dirigé par l’Allemagne avec l’Autriche-Hongrie et la Turquie, l’autre dirigé par l’alliance de la France, de la Russie et de l’Angleterre. Cette organisation-là du continent nous a conduits à la catastrophe. Mais aujourd’hui, je ne vois absolument pas une situation de ce genre. Je ne vois pas, par exemple, de solidarité forte entre le Brésil et la Chine qui s’affrontent déjà en Afrique ; je n’en vois aucune entre l’Inde et la Chine, ni non plus d’ailleurs entre l’Inde et le Moyen-Orient. Il est évident qu’une fois certaines tensions apaisées nous verrons dans tous ces pays des politiques beaucoup plus nationales et qui ne conduiront pas nécessairement à l’affrontement. Donc, le monde multipolaire, contrairement à ce que disent nos amis américains qui ont la nostalgie des ensembles organisés de la guerre froide, ne me semble pas, personnellement, une régression, mais plutôt un gage de stabilité à terme, pour peu qu’il existe des ensembles suffisamment cohérents. Et là j’ajoute que la désagrégation de l’Europe ou celle du Moyen-Orient seraient de très mauvais signes, mais, pour l’instant, je pense que ces deux désagrégations pourront être conjurées.

F. F. – *L’Europe est très minorée dans le rapport. S’agit-il d’une malice politique des auteurs ou du constat que, sans un vrai fédéralisme, l’Europe ne comptera pas dans l’avenir ?*

A. A. – Franchement non, les Américains ne sont pas en train de pleurnicher sur notre incapacité à faire vivre ou à aller vers le fédéralisme européen. Ils sont en train de mesurer les difficultés de la construction européenne et, en fait, ils s'en félicitent. Autrefois, la diplomatie indépendante de la France était dans la ligne de mire. Aujourd'hui, la diplomatie russe ou chinoise menée par l'Allemagne les inquiète beaucoup plus, et on va y ajouter une minorisation et un agacement pour le rôle que veut encore jouer l'Angleterre, notamment à travers la place financière de Londres. Et, d'une certaine manière, les Américains font aujourd'hui la somme de ces déficiences diplomatiques pour estimer que, même si la fin de l'euro est une catastrophe à éviter, l'incapacité de l'Europe à s'unifier, elle, n'en est pas une. C'est une opinion, mais ce n'est pas une analyse. On peut aussi imaginer que de la crise actuelle naisse la conscience qu'on ne peut plus continuer comme cela. Et à ce moment-là je serais curieux de voir ce que les Américains penseraient d'une Europe plus fédérale. J'ajoute que leur politique, qui est de plus en plus anti-anglaise depuis l'arrivée de Obama – et je pense aussi aux remarques déplacées de Romney au moment des Jeux olympiques de Londres –, est en train de pousser l'Angleterre dans les bras du Vieux Continent beaucoup plus qu'on ne l'imagine.

F. F. – *Le rapport prend pour acquis le leadership chinois en 2030, mais n'intègre pas, à notre connaissance, l'hypothèse d'un mouvement démocratique. Si tel était le cas, tous ces scénarios ne seraient-ils pas à réviser ?*

A. A. – Il semble qu'il n'y aura pas une explosion chinoise comparable à ce qu'on a connu entre les deux guerres avec une guerre civile opposant une Chine à l'autre. Je ne crois donc pas à une apocalypse, mais, en revanche, je crois que nous nous dirigeons inexorablement vers un relâchement des contrôles sociaux dans ce pays, une plus grande ouverture intérieure, une remise en cause d'un certain autoritarisme autarcique. Si cette évolution se fait, ce sera une évolution exactement comme celle de l'Angleterre lorsqu'elle est devenue démocratique en un siècle sans passer par une phase intense de crise telle qu'a pu en connaître la France à plusieurs reprises au XIX^e siècle, notamment en 1848 et en 1871. Pourquoi ? L'Angleterre était la première puissance mondiale. Il y avait un consensus de ses élites, y compris de ses élites ouvrières, pour éviter les évolutions brusques et violentes. De sorte que l'Angleterre est arrivée au début du XX^e siècle au suffrage universel, à la souveraineté de la Chambre des communes, à un État de droit presque parfait sans passer par les épreuves auxquelles l'Europe continentale nous a habitués. Il me semble, toutes choses étant égales, que la Chine de demain pourra parfaitement intégrer des réformes importantes, notamment sur le modèle de Singapour, sans imaginer une crise révolutionnaire. C'est une hypothèse, il y en a d'autres, y compris une cassure de l'État chinois en deux avec l'affrontement de deux camps. Mais je ne crois pas, pour ma part, que les Chinois, qui ont connu un XX^e siècle terrible, soient engagés



Où va l'Amérique d'Obama ?
« Quadrige », PUF – 18,50 €

vers un scénario de « plaies et de bosses ». Ils sont plutôt à la recherche d'un équilibre politique et social qui consolide leur récent enrichissement et leur donne les libertés auxquelles ils aspirent comme tout le monde. Il n'est donc pas impossible qu'une série d'ajustements réformistes, ce que Deng a commencé à la mort de Mao, se poursuive aujourd'hui. À ce moment-là, non seulement la Chine ne perdrait pas sa vocation de grande puissance, mais ajouterait à son prestige économique un certain prestige politique auprès de ses voisins en Asie. ●

*Propos recueillis
par Marc Foucault*

AU FIL DE LA LECTURE...

Nous sommes chacun plus riches que nous ne pensons, mais on nous dresse à l'emprunt et à la quête.

Essais, Montaigne

L'économie américaine à la veille de l'élection présidentielle

par Christian de Boissieu

La crise mondiale est partie des États-Unis, elle y revient. Pourtant, ils ont pris des mesures énergiques, beaucoup plus énergiques que l'Europe, parce qu'ils bénéficient d'une direction unique. Ceci ne dissipe pas les inquiétudes que suscite aussi chez eux la crise européenne. La tâche du nouveau président des États-Unis se révélera d'une extrême importance pour le monde entier.

La crise mondiale enclenchée à partir de 2007, et non achevée à ce jour, est venue du cœur du système, les États-Unis. Par les différents canaux de transmission mis en jeu par la mondialisation, elle s'est propagée en temps réel au reste du monde, ce qui en retour a pesé sur l'économie américaine et continue de le faire. L'objet, ici, est de passer en revue les grands dossiers économiques et sociaux qui constituent la toile de fond de l'élection présidentielle aux États-Unis, sans oublier parmi ces éléments de contexte la crise de la zone euro et l'attitude des États-Unis à son égard.

Une reprise décevante

Après la récession forte de 2009, et vu l'ampleur des rebonds dans les cycles antérieurs de l'économie américaine, on pouvait s'attendre à une assez vive reprise. L'année 2010 a été correcte (3 % de croissance), conforme aux attentes. Mais le soufflé est vite retombé : 1,7 % en 2011, probablement 2 % ou un peu moins en 2012 et un chiffre voisin pour 2013. Et ce malgré une politique monétaire très réactive, une politique budgétaire et fiscale encore fortement expansive, etc. Comme si l'économie américaine avait des difficultés structurelles à rejoindre sa croissance potentielle, déterminée par des facteurs d'offre comme la démographie, la quantité de travail, l'investissement et les gains de productivité, estimée autour de 2,5 % par an. Avec une croissance de la population active proche de 1 % par an, une progression du PIB entre 1,5 et 2 % correspond à une augmentation modeste du niveau de vie moyen mesuré par le PIB par tête.

Ces difficultés structurelles reflètent l'ampleur de la crise enclenchée dès 2007 et résumement toute une série de facteurs : l'incertitude des entreprises et des particuliers, leur

manque de confiance, l'impact de la montée des grands pays émergents, en particulier la désindustrialisation qui touche les États-Unis comme l'Europe ou le Japon, les effets durables de la crise financière, etc. Dans le même temps, le marché du travail connaît des mutations également structurelles, avec un taux de chômage accroché depuis le printemps 2012 à un « plateau » autour de 8,2 %-8,3 %. Un niveau qui ferait peut-être pâlir d'envie nombre de pays européens, mais qui signe, dans le cas américain, une contre-performance. Le chômage structurel, représenté par ce que les économistes appellent le taux de chômage naturel en dessous duquel il est difficile de s'installer sans créer des tensions inflationnistes, a augmenté aux États-Unis comme dans beaucoup d'autres pays, et cela explique l'échec des politiques publiques qui ne s'attaquent pas aux causes structurelles du chômage (y compris les questions de l'éducation, de la formation initiale et de la formation professionnelle).

À l'aune des expériences antérieures, la reprise américaine, surtout depuis 2011, déçoit. En comparaison des résultats de l'Europe, l'économie américaine a fait preuve de résilience, car elle a montré que, nettement plus que les économies européennes, elle possède malgré tout une capacité à « digérer » des chocs négatifs.

La Fed : « toujours prête »

La Réserve fédérale a fait sienne la devise des scouts car, depuis 2007, elle a été, et est encore aujourd'hui, « toujours prête » pour limiter la récession, faciliter la reprise, respecter ainsi la dimension duale de son mandat qui l'oblige à se préoccuper tout autant de croissance et d'emploi que d'inflation.

Depuis 2007, la Fed a pleinement exercé son rôle de « prêteur de dernier ressort », en abaissant ses taux directeurs à des niveaux rarement atteints, en fournissant des liquidités aux banques et au système économique en général, en mettant en œuvre, via le « *quantitative easing* » (QE), une politique monétaire non conventionnelle venant prendre le relais de la politique conventionnelle qui bute sur le fait que le taux directeur d'une banque centrale ne peut pas devenir négatif et qu'il se heurte donc au seuil de 0 %. Au bout du compte, le bilan de la Réserve fédérale a été multiplié par plus de trois depuis 2007, faisant craindre à certains un rebond de l'inflation en sortie de crise. Mais, en fait, les liens entre la taille du bilan de la banque centrale et l'inflation effective sont beaucoup moins mécaniques et plus complexes que ce qui était imaginé dans le passé par les monétaristes !

Concrètement, la Fed s'est engagée à maintenir son taux directeur entre 0 et 0,25 % au moins jusqu'à la fin de l'année 2014. L'engagement est insolite, et risqué vu les aléas toujours possibles à un tel horizon. À ma connaissance, c'est la première fois qu'une banque centrale d'une telle importance se lie les mains dans sa politique de taux aussi loin dans le temps par une annonce publique. Officiellement, la Fed, après les phases de QE1 et de QE2, n'a toujours pas mis en œuvre QE3. Après avoir racheté pour près de 1 800 milliards de dollars de titres entre la fin de l'année 2009 et la fin de l'année 2011, elle a ralenti en 2012 son programme de rachat. Mais elle se tient l'arme du pied et se réserve la possibilité d'adopter, selon la conjoncture,

des mesures additionnelles qui équivaldraient, nommément ou implicitement, à un QE3. En complément, la Fed pratique depuis plusieurs trimestres une opération « twist » : elle maintient les taux à long terme à des niveaux bas en achetant massivement des titres longs, tout en poussant à la remontée des taux sur une partie des échéances à court terme. L'objectif de la manœuvre est dans la ligne de tout ce qui a été évoqué : dans un contexte d'inflation modérée, tout faire pour faciliter le redressement de l'économie réelle (l'investissement, la croissance, l'emploi...).

Au total, la Fed aura fait preuve de beaucoup de pragmatisme dans l'interprétation de son mandat. Y aura-t-il à la clé et, pour plus tard, un prix à payer de cette politique monétaire très accommodante, et pour qui ? On a beaucoup reproché à Alan Greenspan, prédécesseur de Ben Bernanke à la tête de la Fed, la politique très souple du début des années 2000 et sa responsabilité dans la formation de la bulle immobilière. Le contexte depuis 2007 est différent, car, face à la persistance et l'ampleur des risques systémiques, la Fed n'avait pas vraiment d'autre option que ce qu'elle a fait.

Mitt Romney a déclaré que, s'il était élu président, il ne renouvellerait pas le mandat de Ben Bernanke, reprochant à ce dernier d'avoir sacrifié l'objectif de stabilité monétaire et la force du dollar au profit de l'objectif de stabilité financière. Le reproche paraît bien sévère ; il relève plus d'un argument électoral que d'un engagement réfléchi.

Le casse-tête budgétaire et fiscal

Dans le passé, il a été souvent question des « déficits jumeaux » américains, configuration où déficits publics et déficits extérieurs se juxtaposent et s'alimentent les uns les autres. Aujourd'hui, des liens subsistent, par définition, entre ces deux catégories des déficits, mais ils se sont un peu distendus. Ainsi, en 2011 et probablement en 2012, les États-Unis affichent un déficit courant juste supérieur à 3 % du PIB, alors que dans le même temps le déficit public avoisine les 10 %. Sur l'année fiscale 2011 (qui s'est terminée le 30 septembre de cette année-là), le déficit budgétaire fédéral est à 8,7 % du PIB, alors que la dette publique est également supérieure à 100 %. Des chiffres au-dessus de la moyenne européenne, qu'il s'agisse de la zone euro ou de l'Union européenne, et qui suggèrent que la question de la non-soutenabilité des déficits publics et des dettes souveraines est transatlantique. Elle ne concerne pas que l'Europe ou le Japon, contrairement à ce que d'aucuns voudraient faire croire. Il subsiste cependant une différence non négligeable : vu le rôle dominant du dollar dans le système monétaire international, les États-Unis sont en mesure de financer à plus de 90 % leurs déficits dans leur devise, ce qui assouplit d'autant pour eux la notion de contrainte extérieure et repousse le seuil de non-soutenabilité des déficits et des dettes publiques.

Les finances publiques vont être au cœur de la campagne présidentielle. On imagine que Barack Obama va se situer dans la continuité de la politique menée depuis

quelques années, même s'il veut donner à l'opinion publique un signal fort sur la réduction du déficit budgétaire fédéral. Le ticket républicain, sous l'impulsion du candidat à la vice-présidence, Paul Ryan, a élaboré un programme ambitieux et précis autour de quelques points clés : plafonner les dépenses fédérales à 20 % du PIB ; revenir à l'équilibre budgétaire en 2020 et, d'ici là, faire passer un amendement interdisant le déficit – la réduction du déficit se ferait pour l'essentiel par la réforme de Medicare ; faire grimper le budget de la Défense à 4 % du PIB ; réduire les impôts (en particulier sur le revenu et sur les successions).

Le pragmatisme de Mitt Romney, qui contraste avec le dogmatisme de son colistier, permet d'attendre, en fonction de la conjoncture économique et de l'évolution de la campagne présidentielle, des aménagements dans le programme précédent. Si cela se traduisait par une convergence accrue entre les démocrates et les républicains en matière de finances publiques, la décision des électeurs se ferait alors sur d'autres divergences, qui ne manquent pas...

Les enjeux de la politique budgétaire et fiscale ne concernent pas que la croissance et l'emploi, les questions de financement en général ou les inégalités sociales ; ils touchent également à la valeur et au rôle international du dollar. Car les finances publiques dégradées pèsent sur le taux de change et la crédibilité du dollar.

L'administration américaine, appuyée ici par la politique de la Fed, joue la carte d'un dollar sous-évalué par rapport à l'euro – malgré trois ans de crise des dettes souveraines dans la zone euro ! –, ce qui à court terme améliore la compétitivité des exportations américaines, mais qui, à plus long terme, nuit à l'image du billet vert. Se profilent alors des arbitrages délicats...

« *It's the economy...* » Certes, mais dans un contexte plus large

Comme souvent, l'élection présidentielle va se jouer sur le contexte économique et social, en particulier sur la croissance et le chômage, mais pas seulement. D'autres domaines, relevant de l'économie politique, vont rester au centre du débat américain.

L'adoption, en 2010, de la loi Dodd-Franck est loin d'épuiser l'agenda de la réforme de la régulation bancaire et financière, alors que la crise mondiale est venue, en 2007-2008, du système bancaire américain. On peut anticiper que les États-Unis, après avoir beaucoup poussé dans le cadre du G20 à un durcissement de la régulation financière, vont être, quel que soit le résultat de la présidentielle, beaucoup plus prudents lorsqu'il s'agira de la mettre en œuvre chez eux (je pense à l'exemple de Bâle III pour les banques)...

La question du financement de l'assurance maladie est au cœur du débat présidentiel, et elle le restera après l'élection. Car les dispositifs Medicare (pour les personnes âgées) et Medicaid (pour les plus défavorisés) ne sont pas viables à terme sans réforme majeure. Le sens de cette réforme – en particulier où placer le curseur entre l'assistance et l'assurance ? – oppose démocrates et républicains, mais également plusieurs tendances à l'intérieur du camp républicain.

Il ne faut pas négliger les thèmes à l'articulation de l'économie et de la politique : la

tentation protectionniste, le rôle des États-Unis sur la scène mondiale, l'avenir du dollar comme monnaie de réserve... À propos du (non) système monétaire international, la plateforme électorale du GOP prévoit la mise en place d'une commission sur l'or, avec comme objectif de restaurer les liens entre le dollar et l'or (liens détruits depuis la décision de l'administration Nixon du 15 août 1971). Cela rappelle la commission sur l'or instaurée par Ronald Reagan en 1981 qui, sans doute par souci de réalisme et de crédibilité, avait proposé... le *statu quo*. Attendons-nous au même scénario, ou alors à des recommandations impossibles à mettre en œuvre pour des raisons à la fois techniques et géopolitiques.

Les États-Unis et la crise de la zone euro

La crise grave que traverse l'Europe depuis la fin de l'année 2009 est une crise de la zone euro, pas (jusqu'à présent du moins) une crise de l'euro en tant que monnaie internationale de référence. Deux indicateurs pour étayer une telle assertion : d'abord, le taux de change de l'euro contre le dollar a certes reculé depuis le début de l'année, mais dans des proportions modestes eu égard à la gravité du choc européen, maintenant la devise européenne surévaluée par rapport au billet vert ; ensuite, le rôle international de l'euro tel que mesuré par ses parts du marché au plan mondial n'a pas été réduit avec la crise européenne, bien au contraire.

La crise de la zone euro ne facilite pas la reprise molle des États-Unis, car elle pèse sur leurs exportations. Mais elle n'est pas la cause principale de la mollesse américaine.

Je n'ai jamais cru à la thèse du complot anglo-saxon, spécialement américain, contre l'euro. Disons que certains investisseurs anglo-saxons, dont des *hedge funds* et d'autres fonds d'investissement, se sont engouffrés dans les défauts de la cuirasse sans être pour autant à l'origine de la crise de la zone euro. Cette crise, d'ailleurs, n'est pas seulement due à des dettes souveraines non soutenables. Dans certains pays membres, elle découle aussi des écarts de compétitivité intra-zone et du manque de convergence et de gouvernance en Europe.

Certains responsables et certains économistes américains paraissent se réjouir des difficultés de la zone euro. Ils sont cohérents avec eux-mêmes puisque ceux-là n'ont jamais vraiment cru en la viabilité de la monnaie unique européenne, fondant une partie de leur démonstration sur la théorie des zones monétaires optimales. Le raisonnement paraît logique, presque trop : puisque la zone euro n'est pas et ne sera pas optimale au sens de la théorie économique, l'euro est voué à disparaître, la zone euro à imploser... Mais ce point de vue sous-estime la dimension politique de l'intégration européenne, la singularité du projet européen, la capacité, démontrée à maintes reprises, de l'Europe à rebondir et à progresser à travers des crises souvent violentes. Alors, sachons aussi entendre les autres responsables et économistes américains qui comprennent les ambitions de l'Europe et répètent que ni les États-Unis ni aucune autre région du monde ne tireraient profit du marasme européen s'il devait se prolonger, ni de l'implosion de la zone euro ou de la disparition de l'euro de la scène internationale. ●

Retraites : le surprenant modèle américain

par Pierre-Édouard du Cray

Contrairement à une opinion répandue de ce côté de l'Atlantique, le système OASI est plus souple, plus avantageux, plus intelligent que notre système de retraites. Essayons d'en tirer des enseignements.

En France, le financement des retraites constitue un enjeu majeur et le problème qu'il pose tarde à trouver une solution pérenne. Dans cette perspective, il est intéressant d'observer comment les États-Unis abordent la question des retraites. Une étude¹ réalisée par le professeur Jacques Bichot nous fait découvrir un système américain méconnu, battant en brèche certains préjugés.

Un régime universel par répartition

Intitulé OASI – Old Age Survivors Insurance –, le système de retraite américain a été créé en 1935² dans le cadre de la politique du New Deal. OASI était initialement réservé aux salariés du secteur privé avant d'être étendu progressivement aux travailleurs indépendants, puis au plus grand nombre des salariés du secteur public. Il couvre aujourd'hui 96 % des travailleurs américains, réunis au sein d'un régime universel par répartition. Cette réalité contraste avec les idées reçues, qui voudraient que la retraite aux États-Unis rime principalement – voire exclusivement – avec capitalisation privée. À l'inverse de ce qui est ancré dans l'imaginaire européen, les fameux fonds de pension américains ne procurent que 17,5 % de leurs revenus aux retraités contre 39 % pour le système par répartition OASI. Avec OASI, il n'y a donc ni régimes spéciaux ni polypensionnés. La logique universelle du système américain présente l'avantage de la simplicité, de la lisibilité, mais aussi – ce qui n'est pas négligeable – de coûts de gestion relativement faibles : 0,6 % du volume des prestations servies. Par comparaison, en France, les coûts de gestion sont deux à trois fois plus élevés.

1. *La retraite par répartition aux États-Unis : une inconnue « very exciting »*, Jacques Bichot, Sauvegarde Retraites, Études & Analyses, n° 37, avril 2011.

2. Loi du 14 août 1935, dite *Social Security Act*.

Garantir une pension aux petits et moyens revenus

Dans la droite ligne du New Deal, OASI a pour premier objectif d'offrir aux revenus moyens et inférieurs des pensions proches des revenus dont ils bénéficiaient en activité. *A contrario*, les revenus supérieurs sont réputés pourvoir eux-mêmes à la plus grande partie de leurs besoins grâce aux fonds de pension professionnels. Ainsi, un salarié dont le revenu de référence est de 1 200 dollars par mois et qui part à la retraite à 66 ans obtient un taux de remplacement¹ de 68,2 %, soit une pension de 818 dollars mensuels. Et un cadre dont le revenu de référence est de 8 000 dollars par mois bénéficie, au même âge, d'un taux de remplacement de 30 %. La philosophie d'OASI est donc simple : un assuré à petit revenu ne pourra le plus souvent compter que sur la répartition, tandis que le cadre pourra plus facilement, s'il le souhaite, souscrire des assurances privées et/ou bénéficier de fonds de pension d'entreprises par capitalisation. Dans cet esprit, il n'y a pas de cotisations sociales sur la part des revenus qui dépasse 8 900 dollars par mois, et donc pas d'acquisition de droits à pension au-delà de ce plafond. Ainsi, OASI a fait le choix de ne pas se substituer aux possibilités privées proposées à ceux qui en ont les moyens.

Une souplesse proche d'une retraite à la carte

Il n'existe pas, aux États-Unis, d'âge légal fixe de la retraite. L'assuré peut liquider sa pension librement entre 62 et 70 ans. Un coefficient s'applique alors selon un principe de neutralité actuarielle². Ainsi, l'assuré dont le salaire de référence est de 1 200 dollars mensuels touche 818 dollars par mois s'il liquide à 66 ans et 1 080 dollars s'il liquide à 70 ans. Ce système, plus simple que notre système de décote/surcote selon la durée d'assurance, offre pour ainsi dire les facultés d'une retraite à la carte. OASI offre également davantage de souplesse aux assurés concernant le cumul emploi/retraite. Aux États-Unis, il est courant que des retraités complètent leur revenu par une activité professionnelle partielle. OASI s'adapte à cette situation de manière pragmatique : il part du principe que, dans ce cas, le retraité peut se contenter d'une pension plus faible, mais lui accorde, en contrepartie, une pension plus généreuse lorsqu'il cesse toute activité professionnelle.

Une gestion sur le long terme

Malgré le choc démographique du baby-boom et l'allongement de la durée de vie – réalités auxquelles les États-Unis n'échappent pas –, OASI est excédentaire. En 2010, l'excédent de gestion a été de 92 milliards de dollars. Par ailleurs, les réserves d'OASI sont relativement confortables : elles représentent actuellement 420 % des dépenses annuelles. Selon les dernières projections, ces réserves se situeront encore à 300 % en 2025. Ces résultats tiennent non seulement à la faiblesse des coûts de ges-

1. Rapport, en pourcentage, entre le montant de la pension et le dernier revenu d'activité.

2. Celui qui part à 60 ans touchera une pension plus faible sur une durée supérieure (l'espérance de vie à la retraite étant alors supérieure) et celui qui part à 70 ans touchera une pension plus importante sur une durée plus courte. Le principe de neutralité actuarielle veut que le volume global des prestations sera identique dans les deux cas.

tion, mais encore à une gestion pragmatique calée sur le long terme : pour les Américains, l'opposition idéologique entre répartition et capitalisation n'est pas exacerbée, il importe avant tout de mettre en œuvre des outils de gestion efficaces et d'anticiper suffisamment les mutations démographiques. Ainsi, la gestion en répartition n'empêche pas d'anticiper les difficultés à venir en constituant des réserves capitalisées. Pour ce faire, les gestionnaires d'OASI établissent des projections à soixante-quinze ans, actualisées chaque année. Au surplus, dès les années 1980, ils ont commencé à ajuster le niveau des cotisations et les paramètres d'âge de départ à la retraite. Par comparaison, il a fallu attendre, en France, les années 1990 pour commencer à prendre conscience des enjeux. Depuis, les réformes paramétriques se succèdent sans que la question du financement ne soit durablement résolue.

Le système OASI n'est pas parfait et comporte certaines faiblesses. Malgré l'ampleur des réserves et les anticipations opérées il y a trente ans, les USA n'échapperont pas, à terme, aux difficultés liées à une population vieillissante, comme tous les pays de la vieille Europe. Cependant, certaines caractéristiques souvent méconnues d'OASI pourraient nous inspirer dans le cadre de l'indispensable réforme structurelle de notre propre système de retraite. ●

Obamacare

par Jean Schéré

L'auteur développe les problèmes complexes posés par cette réforme. On voit que le débat se situant au centre de la campagne électorale met en cause les principes fondamentaux de la démocratie américaine.

Le projet, surnommé *Obamacare*, suscite toujours un vif débat aux USA, malgré la décision – controversée elle aussi – de la Cour suprême, qui a approuvé le principe du « mandat individuel », c'est-à-dire le pouvoir conféré au Congrès, par l'article 8 de la Constitution, de taxer la population pour « préserver le bien-être du pays ». Dans ce pays où l'assurance maladie n'est pas obligatoire, le Congrès se voit ainsi confirmer le droit d'imposer les contribuables qui choisiraient de ne pas s'assurer.

Une majorité d'Américains continuent à rejeter Obamacare et le programme électoral des républicains s'oppose, quant à lui, au *Affordable Care Act*. Le débat soulève une question d'ordre juridique, celle de savoir s'il existe ou non un droit fondamental à une couverture médicale et, dans l'affirmative, de définir les critères d'ouverture de celui-ci.

Le problème est également d'ordre financier, en raison du coût de cette mesure sociale. Les opposants au projet affirment que la qualité de certains soins couverts ne justifierait pas de telles dépenses publiques. Il faut aussi prendre en compte la durabilité des dépenses de santé, qui augmentent plus vite que le taux de l'inflation, que celui de la croissance économique, et des *unfunded liabilities* (programmes sociaux mandatés par le gouvernement fédéral non financés).

Beaucoup d'Américains n'ont pas suffisamment confiance dans la capacité de gestion de leur gouvernement pour lui confier celle d'une CMU. Le débat reste vif car les défenseurs d'Obamacare affirment que l'extension de la couverture médicale entraînera une baisse des coûts et améliorera la qualité du service de santé, puisque ceux qui ne s'assurent pas font peser une lourde charge financière sur l'ensemble de la collectivité. Par ailleurs, les opposants au projet jugent liberticide toute loi qui rend l'assurance maladie obligatoire. Selon eux, le coût de la santé publique peut être réduit par d'autres moyens que la contrainte.

Opposants et défenseurs d'une CMU américaine fonctionnent dans des paradigmes divergents, tout comme les divers courants d'idées qui occupent l'échiquier politique.

Leurs visions divergent quant à ce que doit être une politique de santé financée par l'État.

Les libéraux de l'école classique mettent l'accent, avec Milton Friedman, sur la responsabilité individuelle et sur la liberté de choix. Ils prônent la limitation de l'intervention étatique, à la fois en matière économique et dans la vie quotidienne des citoyens.

Les libéraux modernes pensent que le droit à la santé est commun à tous. Ils fondent leur conviction sur deux courants de la pensée libérale : le premier est l'argument de « justice sociale » avancé par John Rawls, et selon lequel quiconque, nonobstant sa position sociale, serait favorable à l'institution d'un droit à l'assurance maladie, car cela favorise l'égalité des chances et profite le plus à ceux qui ont le moins. Le second est l'approche utilitariste selon laquelle les soins de santé largement prodigués améliorent le bien-être du plus grand nombre.

Les libéraux modernes soutiennent que l'accès gratuit aux soins doit devenir un droit aux USA, et que ce droit est un besoin humain. Il l'est dans de nombreux pays. Certains l'ont inscrit dans leur Constitution et même dans la Déclaration universelle des droits de l'homme que les États-Unis ont signée. Elle stipule que tout le monde a le droit d'être soigné.

Bien que, dans l'ensemble, les démocrates s'accordent sur le principe d'un accès universel aux soins, des divergences sont apparues dès le début du débat quant aux moyens à mettre en œuvre pour remplir cet objectif. L'aile gauche du parti démocrate a défendu le modèle de la médecine sociale britannique ou canadienne (l'option publique favorisée par Barack Obama est un premier pas vers le « *single-payer system* », un seul payeur, en l'occurrence l'État fédéral via l'impôt) alors que la majorité des libéraux modernes, pour des raisons à la fois pratiques et idéologiques, a préféré partir du système existant, celui des compagnies d'assurances privées, pour contourner le coût économique d'une nationalisation de l'assurance maladie et éviter l'obstacle constitutionnel qu'elle risquait de soulever.

Ce compromis entre les deux courants du libéralisme moderne a affecté le sort du plan de Obama, qui reposait sur un mélange de solutions privées et publiques pour résoudre le problème de l'assurance maladie.

En fin de compte, Obamacare se traduit par une hausse d'impôts considérable, et non seulement pour tous les fournisseurs de soins (les compagnies d'assurances et pharmaceutiques et les fabricants d'appareils médicaux), mais aussi par l'introduction d'une taxe de 3,8 % sur toute forme d'investissement dans le secteur, ce qui est encore plus dangereux pour la croissance économique.

Par ailleurs, comme l'a si justement remarqué le sénateur Coburn, qui est aussi médecin et businessman, Obamacare brise le lien direct entre les patients et leur médecin, tout en donnant un pouvoir excessif aux tiers payeurs que sont les compagnies d'assurances et les bureaucrates du gouvernement. Leur présence introduit dans le système de santé une incitation perverse. Si l'on pense que quelqu'un d'autre paiera la note, quels que soient les coûts en jeu, le système devient à long terme plus coûteux. Les

patients comme les médecins vivent sur le dos des assurances, lesquelles, pour rester rentables, augmenteront les primes d'assurance de leurs clients pour amortir le surcoût de procédures ou d'examens inutiles. De surcroît, on a créé, pour contenir les dépenses, un comité consultatif des paiements indépendant (*Independent Payment Advisory Board*), composé de bureaucrates non élus, pour limiter le taux de croissance des dépenses de Medicare (couverture médicale des seniors). Une telle disposition n'est pas seulement de l'ordre du rationnement, elle va obliger les médecins à écarter de leur clientèle les patients de Medicare et de Medicaid qui ne pourront pas payer les honoraires et leurs actes médicaux. Enfin, et toujours selon le Dr Coburn, la loi a créé « une recherche pour comparer l'efficacité » des soins pour guider les conseils de rationnement. Pour lui, il s'agit là d'une « *cookbook medicine* » (un livre de cuisine médical), contraire à l'esprit de l'art de la médecine.

À côté de ces problèmes d'ordre purement médical, le simple bon sens dicte de ne pas augmenter les impôts quand une économie est en pleine récession. Une telle mesure entrave la formation de capital et l'entrepreneuriat ; elle affecte aussi le marché des valeurs mobilières, qui est une source de revenus essentielle pour des millions de retraités, par le biais des fonds de pension (100 millions d'Américains ont un portefeuille boursier soit directement, soit via le système 401K qui défiscalise les gains boursiers jusqu'au départ à la retraite des bénéficiaires). Obamacare repose sur de bonnes intentions, mais il aurait été sans doute plus profitable pour les États-Unis de choisir une approche plus graduelle au moment où ils tentent de sortir de la pire période de récession depuis les années 1930. Ce plan va peut-être finir par déboucher sur un système adéquat, mais il n'est autre qu'une « usine à gaz » (un « *Rube Goldberg* » en jargon américain), avec tous ses mandats non financés, ses exemptions (comme le plan Cadillac offert aux syndicats qui ne seront pas imposés avant 2018, quand Barack Obama ne sera plus président) et, pour contenter les avocats, on est passé à côté de la réforme de la responsabilité délictuelle (*Tort Reform*) et de celle des poursuites pour fautes professionnelles. Les considérables hausses d'impôts affecteront non seulement les individus, mais aussi les États fédérés qui devront augmenter Medicaid sans l'aide du gouvernement fédéral, grevant ainsi encore plus le budget des États qui est déjà bien mal en point.

Obamacare devrait être revu et corrigé, mais chacun sait qu'une fois qu'un droit a été créé il est quasiment impossible de le réformer, et encore moins de le supprimer. Cependant, l'Amérique n'est pas l'Europe, les Américains sont des pragmatistes qui ne reculent pas devant la nécessité de réparer ce qui a besoin de l'être. Si Obamacare ne répond pas aux attentes de la population pour ce qui est de la qualité des soins et du contrôle des dépenses de santé (à la fois au niveau individuel par la stabilisation du coût des primes d'assurance et à celui des gouvernements locaux et du gouvernement central par la réduction des déficits), le peuple manifestera son désaccord dans les urnes, et la réforme de l'assurance maladie sera de nouveau remise en question. ●

Les Hispaniques, l'électorat convoité des élections américaines

par Sylvie Laurent

L'électorat d'origine hispanique prend de plus en plus d'importance dans les élections américaines. Mais l'importance numérique de cette population fait surgir un débat sur l'immigration plus violent qu'en France.

La convention républicaine qui se tient à Tampa, Floride, à la fin de l'été, est une ultime tentative pour convaincre les Hispaniques, près d'un habitant sur quatre de cet État, qu'ils doivent choisir Mitt Romney. L'opération semble tenir de la gageure, la dernière carte véritablement efficace ayant été abandonnée quelques jours plus tôt lorsque le colistier de Romney fut annoncé. Choisir Paul Ryan signifia, en effet, écarter le jeune espoir montant du parti, Marco Rubio¹, jeune sénateur de Floride qui présente le double avantage d'être l'enfant chéri des militants du Tea Party qui le portèrent au pouvoir en 2010, mais surtout, d'être lui-même hispanique. Ce fils de réfugiés cubains, à la tête d'un État qui compte le troisième électorat latino le plus important du pays avec plus de 2 millions d'inscrits, se contente donc d'un discours de second plan lors de la convention. Malgré son ardeur à célébrer la personnalité d'un Romney en qui il voit un « modèle » de réussite et les spots de télévision en espagnol qui, dans quinze États, appellent à s'unir « *Juntos con Romney!* » (« tous ensemble avec Romney »), le combat semble indéfectiblement perdu. Avec 25 % de taux de popularité parmi les Hispaniques, Romney obtient le score le plus faible de tous les candidats républicains depuis 1996. Pourtant, cet électorat, qui avait voté à plus de 67 % pour Barack Obama en 2008 et qui s'apprête sans doute à renouveler son plébiscite, était loin d'être acquis pour ce dernier. Il est, en effet, déçu par ce président qui avait tant promis.

Les Hispaniques sont la minorité à la croissance démographique la plus rapide et, s'ils traduisent leur désillusion par une forte abstention, ils pourraient être décisifs dans des États charnières comme la Floride, le Nouveau-Mexique, le Colorado ou

1. On pourra se référer à la biographie qui vient de lui être consacrée : Manuel Roig-Franzia, *The Rise of Marco Rubio*, Simon & Schuster, 2012, ainsi qu'à son autobiographie : *An American Son: A Memoir*, Sentinel HC, 2012.

le Nevada. Mais les républicains ont gâché cette chance. L'histoire du rendez-vous manqué entre Romney et les Latinos américains est à cet égard édifiante.

En effet, si l'on s'attarde sur l'État clé de Floride dans lequel les républicains lancent leurs ultimes offensives, il est intéressant de relever que la population hispanophone était davantage conservatrice que démocrate jusqu'en 2006¹. Composée à un tiers de Cubains-Américains traditionnellement attachés aux valeurs du parti républicain, elle a récemment penché du côté démocrate avec un soutien franc pour Barack Obama en 2008. Une raison fondamentale explique cette « gauchisation » : la position de plus en plus autoritaire des conservateurs sur la question de l'immigration, en particulier illégale. Plus de 11 millions de « sans-papiers » vivent et travaillent aux États-Unis aujourd'hui et leur condition occupe le débat politique américain depuis des décennies. Or, contrairement à l'idée généralement répandue, l'opposition républicains-démocrates n'a pas toujours été celle des « intransigeants » face à des progressistes plus ouverts à l'immigration. Ainsi, en 1986, Ronald Reagan se fit-il l'avocat d'une amnistie qui légalisa la situation de 3 millions de travailleurs latinos sans papiers. À l'inverse, le démocrate Bill Clinton initia une politique sécuritaire dite « Opération Gatekeeper », consistant à militariser la frontière mexicano-américaine. Il signa également, sous les applaudissements conservateurs, une loi durcissant les procédures d'arrestation et de rapatriement des clandestins. Plus récemment, John McCain fut un gouverneur de l'Arizona particulièrement soucieux d'améliorer les conditions de vie des immigrants. Mais, lors de la campagne présidentielle face à Barack Obama, il durcit son discours et, en abandonnant ses anciennes convictions, se fit le défenseur d'une politique migratoire intransigeante. Se faisant, il s'aliéna le vote latino ; ils ne seront plus que 31 % à voter pour lui. Face à un Barack Obama qui promet alors de faire voter la régularisation de l'ensemble des travailleurs clandestins, le candidat conservateur faisait pâle figure. Les Latinos furent ainsi, avec les jeunes et les autres minorités de couleur, les grands artisans de la victoire du sénateur noir de l'Illinois en 2008.

Pourtant, quatre ans plus tard, leur enthousiasme a laissé place à l'amertume. La situation économique et sociale des minorités s'est en effet très largement détériorée depuis quatre ans. Une étude du Pew Research Center souligne ainsi le déclassement accéléré des ménages issus des minorités dans la période 2005-2009 dont le niveau de richesse moyen a diminué de moitié en quatre ans. La très grande majorité des Blancs (75 %) possèdent leur maison, signe de réussite sociale accordée à moins de la moitié des Noirs et des Hispaniques. Les Hispaniques, nouvelle classe prolétaire américaine, qui sont surreprésentés dans les secteurs du bâtiment et de

1. Voir « *Latinos in the 2012 Election : Florida* », Pew Hispanic Center. De nombreuses études de données sont disponibles en ligne.

2. Pour les lecteurs anglophones, on ne peut que recommander les travaux remarquables de Leo R. Chavez sur l'immigration hispanique et le défi qu'elle représente pour la société américaine. On conseillera en particulier son ouvrage le plus récent qui explore la construction du latino comme « menace » à contenir : *The Latino Threat : Constructing Immigrants, Citizens, and the Nation*, Stanford University Press, 2008.

l'industrie traditionnelle, sont les premiers touchés car ces secteurs sont ravagés par la crise depuis 2008. Leur taux de chômage, qui dépasse les 11 %, est historiquement haut. La pauvreté infantile a explosé parmi les minorités, touchant un enfant hispanique sur cinq.

En apparence, les Hispaniques ont été particulièrement soignés par le président qui ne craint pas de faire une politique sociale ostensiblement ciblée à leur égard, notamment ces derniers mois. Ainsi, lors de son intervention au Congressional Hispanic Caucus Institute, en septembre dernier, il leur a promis d'accentuer une politique scolaire ad hoc dans les communautés hispanophones. Ce point est particulièrement capital pour une population extrêmement jeune, souvent pénalisée par sa fragile maîtrise de la langue anglaise et qui « décroche » de l'école trois fois plus que les Blancs et deux fois plus que les Noirs¹. Lorsqu'il défendit son projet de « Job Bill » pour relancer l'emploi, il souligna que la connaissance de la langue permettrait d'assurer tout particulièrement l'activité économique des Latinos, « dont le destin est lié à celui du pays ».

Mais malgré cette distinction et les nominations récentes de la juge à la Cour suprême Sonia Sotomayor et de Cecilia Muñoz à la tête des affaires intergouvernementales de la Maison Blanche, l'insatisfaction des Latino-Américains est profonde. La question prioritaire pour ces derniers n'est ni la reconnaissance civique ni même l'emploi, mais la politique migratoire et le sort fait à ceux qui viennent du « *south of the border* ». Ces derniers souffrent, en effet, du durcissement des politiques migratoires depuis 2008 dont des États républicains particulièrement coercitifs dans le Sud (Arizona², Texas, Alabama) sont loin d'être les seuls responsables. En effet, Barack Obama n'est pas parvenu à faire voter – comme il s'y était engagé lors de sa campagne – la grande loi, dont il promet le passage dans un second mandat. Plus répréhensible encore, il a expulsé depuis son arrivée au pouvoir – au grand désarroi des électeurs latinos – plus d'un million d'illégaux accusés d'avoir commis des délits, soit bien plus que son prédécesseur. En appliquant scrupuleusement les lois sécuritaires héritées de l'Administration précédente, en particulier le programme *Secure communities* qui, depuis le 11 septembre, charge la police locale de traquer les suspects basanés, Barack Obama perpétue le climat de terreur parmi les Hispaniques qui craignent l'expulsion discrétionnaire à tout moment. Cette « chasse au Latino » dans les États frontaliers, qui sépare les familles et stigmatise une communauté entière, concerne les Hispaniques de tout le pays³.

Barack Obama pensait qu'en satisfaisant les demandes conservatrices sur la sécurité de la frontière il obtiendrait un consensus bipartisan sur la loi de régularisation

1. Patricia Gándara, *The Latino Education Crisis : the Consequences of Failed Social Policies*, Harvard University Press, 2010.

2. Celeste González de Bustamante et Otto Santa Ana, *Arizona Firestorm : Global Immigration Realities, National Media, and Provincial Politics*, Rowman & Littlefield Publishers, 2012.

3. Voir l'article provocateur qui fit la une du magazine *Time* le 25 juin 2012 : « We are Americans, *just not legally » dans lequel le journaliste Jose Antonio Vargas révèle sa clandestinité et l'ampleur de l'immigration illégale dans la population active.

des 11 millions de travailleurs hispaniques sans papiers naguère promise. Il perdit sur les deux fronts. Certains militants des droits des Hispaniques parlent des « goulags à immigrés d'Obama » et de nombreuses manifestations dans le pays dénoncent les dénis de justice commis par cette administration. Il y avait donc un coup à jouer pour les conservateurs, et le gouverneur de Louisiane, Jebb Bush, s'en fit publiquement le partisan dans la presse.

Ainsi, la mise en avant un temps envisagée par le parti républicain du gouverneur latino de l'État clé de Floride, Marco Rubio, aurait été d'autant plus pertinente que ce dernier présenta, en avril 2012, un projet de loi alternatif sur l'immigration, destiné à concurrencer le projet dit de *Dream Act* de l'administration Obama bloqué par le Sénat, conservateur depuis 2010. Loin de la position ultrasécuritaire des élus conservateurs du Sud, Rubio proposait une version plus modérée du projet de loi *Development, Relief and Education for Alien Minors Act* (dite *Dream Act*), permettant aux élèves et étudiants illégaux d'étudier aux États-Unis grâce à un permis temporaire qui leur épargnerait un temps la menace de reconduite à la frontière. À la différence du plan Obama, il ne propose pas leur régularisation définitive, néanmoins un tel pas en avant aurait en partie réconcilié les républicains et les Latinos.

Mitt Romney affirma mollement son soutien à cette loi sans jamais vraiment prendre position. Lorsque, coupant l'herbe sous le pied de Rubio, le président annonce, en juin 2012, qu'une pâle version du *Dream Act* tant attendu est adoptée par directive¹, les républicains semblent renier toute position de compromis. Dans le même temps, la Cour suprême a condamné la loi controversée SB 1070 dite « loi vos papiers s'il vous plaît » qui autorisait la police de l'Arizona à contrôler au faciès quiconque était potentiellement clandestin². Cette mesure, représentative du harcèlement subi par les Latinos dans de plus en plus d'États frontaliers, n'a jamais été contestée par l'état major et illustre au contraire la position d'un Mitt Romney qui appelle à « l'auto-rapatriement » des clandestins, critique la nomination d'une juge latina à la Cour suprême et annonce maintenant qu'il supprimera la nouvelle loi *Dream Act* s'il est élu alors que près de 800 000 procédures de régularisation sont déjà engagées.

Si Barack Obama a déçu les Hispaniques, ils peuvent encore espérer que son second mandat apportera une amélioration de leur sort et de celui de leurs compatriotes sans papiers. Avec Romney, ils ont la certitude que la ligne la plus dure sera appliquée. En cette matière comme en d'autres, la radicalisation droitrière du parti républicain fait de plus en plus de ce dernier le parti des hommes blancs, âgés, riches et anxieux devant le visage de la nouvelle Amérique. ●

1. Afin de contourner la procédure parlementaire qui verrait une fois de plus sa loi bloquée au Sénat, Barack Obama a, par directive présidentielle, édicté un moratoire sur les expulsions pour les jeunes militaires ou étudiants clandestins qui en feraient la demande. Près de 800 000 personnes pourraient en bénéficier d'après le Pew Hispanic Center.

2. Pour une analyse pertinente de la signification et de la portée de cet arrêt, on se référera à Patrik Jonsson, « Arizona : Did Supreme Court Take the Steam out of States' Immigration Activism ? », *The Christian Science Monitor*, 25 juin 2012.

Guillaume Debré : « Amérique, un choix entre deux avenir »

L'auteur du récent ouvrage Obama face au pouvoir expose au cours de l'entretien ci-dessous les faiblesses du président sortant. Ce dernier a cependant la qualité d'être centriste. Sa gestion prudente sera-t-elle plus populaire qu'on ne le dit ?

France Forum. – *Comment se fait-il que le président Obama n'ait pas compris que la crise était globale ? A-t-il été mal conseillé ?*

Guillaume Debré. – La politique économique de Barack Obama présente un grand paradoxe : à la fois, elle a permis d'empêcher l'Amérique de sombrer dans une nouvelle crise comme celle de 1929, mais, une fois l'opération de sauvetage réussie, l'équipe du président a mal jugé la nature et les effets de cette crise, ce qui a contribué à retarder terriblement la reprise et à fragiliser le retour à la croissance. Le plan de relance d'inspiration keynésienne que Barack Obama a fait voter, trois semaines à peine après son arrivée au pouvoir, a permis de stopper l'hémorragie économique. Mais la Maison Blanche s'est totalement trompée sur l'impact de ce plan. Elle pensait que cette injection d'argent public – 787 milliards de dollars au total – suffirait pour faire baisser le taux de chômage à 7 % en 2010. Or, en cette année-là, le taux de chômage dépassait encore les 10 %. Quand l'équipe économique de Obama réalise son erreur, il est déjà trop tard. En 2010, l'économie est de nouveau au bord de l'asphyxie et, depuis plusieurs mois, Barack Obama est embourbé dans un combat pour faire passer sa réforme phare, celle de la santé publique. Il ne peut plus faire marche arrière.

Ensuite, par idéologie – celle de la *nouvelle gauche*, proche de Wall Street –, l'équipe de Obama s'est attachée à sauver le système financier, et à bien des égards sa politique de soutien à Wall Street a été un succès. Mais la Maison Blanche n'a pas osé s'attaquer à la cause profonde de cette récession : les subprimes et la crise immobilière. Pour cela, il aurait fallu mutualiser la dette immobilière des ménages américains. Dans un pays obsédé par la responsabilité individuelle, le président aurait dû dépenser beaucoup de capital politique pour faire accepter cette politique. Les républicains l'auraient accusé d'être un crypto-marxiste. Il n'a pas osé prendre ce risque. Le résultat : collectivement, avec la crise des subprimes, les Américains ont perdu près de 8 000 milliards de dollars de patrimoine. Sans aide de l'État, les

ménages américains ont dû d'abord réduire leur exposition à la dette avant de consommer, ce qui a réduit l'impact de sa politique économique. Voilà pourquoi la croissance est aujourd'hui si molle, pourquoi 13 millions d'Américains sont toujours au chômage. Jamais sous Obama, le taux de chômage n'est passé sous la barre des 8 %. Il en paie aujourd'hui le prix politique.

F. F. – *Vous affirmez que « le président a creusé les déficits ainsi que la tombe de l'hyperpuissance américaine ». Pensez-vous que cela conduise à l'érosion de l'influence américaine à la fois économique et politique dans les prochaines années ?*

G. D. – Si les États-Unis ne règlent pas leur addiction à la dette, alors oui, l'hyperpuissance américaine va s'affaiblir à moyen terme. Larry Summers, l'un des principaux conseillers économiques de Barack Obama, s'était pourtant interrogé quelques années avant l'élection de Barack Obama : « Combien de temps le pays le plus endetté au monde peut-il rester la première puissance du monde ? » D'autant qu'aujourd'hui la grande puissance émergente, la Chine, détient près de 25 % de la dette américaine. Contrairement aux Français qui épargnent beaucoup et donc qui détiennent en partie la dette française, les Américains vivent à crédit. La dette américaine est en grande partie détenue à l'étranger. Barack Obama a été incapable de faire les choix douloureux qui s'imposaient et son équipe économique n'a jamais réussi à concilier une politique de relance d'inspiration keynésienne avec les réformes structurelles de réduction des déficits. Obama ne doit pas porter seul la responsabilité de cet immobilisme budgétaire. Les républicains, majoritaires à la Chambre après 2011, n'ont jamais voulu négocier avec lui et leur intransigeance coûtera cher à l'Amérique. Mais le pays va devoir rapidement prendre des mesures douloureuses pour réduire sa dette publique qui dépasse aujourd'hui le chiffre dément de 16 000 milliards de dollars, un chiffre supérieur au produit intérieur brut des États-Unis.

F. F. – *Sur la question de la centralisation dans les mains du pouvoir fédéral : Obama en a-t-il trop fait ?*

G. D. – Quand il débarque à la Maison Blanche, Barack Obama est extrêmement ambitieux. Il pense qu'il peut changer la trajectoire du pays. Il va donc se lancer dans ce qu'on pourrait appeler les « 12 travaux de Obama ». Sur le plan intérieur, il veut réformer le système de santé, repenser la politique énergétique du pays, assainir Wall Street, fermer Guantanamo, changer la culture politique de Washington, etc. Sur le plan diplomatique, il entend faire la paix au Moyen-Orient, tendre la main aux ennemis de l'Amérique, dénucléariser la planète, retirer les troupes américaines d'Irak et repenser la stratégie des États-Unis en Afghanistan. Pour accomplir cela, Barack Obama veut replacer l'État fédéral au centre de l'organisation

sociale du pays. Il va donc tourner le dos à trente années de décentralisation forcée pour redonner à l'État une capacité d'impulsion. C'est d'ailleurs cette confiance dans l'État, dans un pays extrêmement suspicieux de tout centralisme étatique, qui distingue Obama de ses prédécesseurs. Ce centralisme va permettre d'augmenter la capacité d'action du gouvernement fédéral. Mais il va aussi provoquer une énorme crispation chez beaucoup d'Américains qui voient d'un très mauvais œil l'ingérence du pouvoir fédéral dans les affaires locales. Pour comprendre leur réaction, il faut garder à l'esprit que Washington est aux Américains ce que Bruxelles est pour les Français : une bureaucratie lointaine dont ils se méfient.

F. F. – *En matière de politique étrangère, que pensez-vous de la stratégie de Barack Obama ?*

G. D. – À défaut d'être stratégique, Barack Obama est un président extrêmement tactique. Avant de prendre une décision, il mesure toujours très méthodiquement le pour et le contre. C'est un président prudent, assez timoré, accro à l'analyse coût-bénéfice et qui ne prend que des risques mesurés. Le bilan de Barack Obama en politique étrangère est assez maigre. Certes, il a plutôt bien géré l'explosion populaire qu'on appelle « le printemps arabe ». De la Tunisie à l'Égypte en passant par le Yémen, Bahreïn ou la Libye, tous les régimes auxquels le président américain a apporté son soutien ont survécu à cette montée de fièvre populaire. Tous ceux qu'il a lâchés sont tombés. Cette administration s'est rarement retrouvée du mauvais côté de l'histoire. Mais Obama n'est jamais parvenu à objectiver la projection de la puissance américaine. Son ouverture à l'Iran a été un échec, comme sa politique envers le Pakistan ou Israël. Si Obama a investi dans le G20, son influence est allée en diminuant au fil de son mandat. Aujourd'hui, beaucoup d'Américains ont du mal à comprendre exactement le sens de sa politique étrangère. L'explosion de violence anti-américaine récente montre d'ailleurs qu'on est très loin aujourd'hui du Barack Obama de juin 2009, qui se permettait de venir au Caire donner des leçons aux dictateurs du monde arabe.

F. F. – *« C'est avant tout un modéré, un prudent, un centriste. » Est-ce que le positionnement politique à géométrie variable que vous évoquez va le servir ou le desservir ?*

G. D. – De manière très disciplinée, pendant tout son mandat, Barack Obama s'est attaché à occuper le centre politique, au prix de contorsions et de zigzags politiques étonnants. Il a constamment cherché à se donner une image de centriste, prêt à faire des compromis. Aujourd'hui, les sondages montrent que dans les États clés, l'Ohio, la Floride, le Michigan, la Pennsylvanie, ce sont les électeurs indépendants qui lui permettent de devancer son adversaire. Bien sûr, l'aile gauche et plus largement

beaucoup de démocrates sont aujourd'hui déçus de son centrisme, mais depuis la convention du parti au début du mois de septembre, ils ont resserré les rangs. L'élection se jouera au centre. Obama l'a très bien compris, c'est pourquoi il a tenté de gouverner au centre.

F. F. – *Vous dites qu'il a besoin des Clinton : peut-il être aussi convaincant que Bill Clinton dans les dernières semaines ? Peut-il encore « séduire pour mieux s'imposer » ?*

G. D. – Il a besoin des Clinton, et surtout de Bill, pour deux raisons : d'abord parce que Bill Clinton lui donne une caution de bonne gestion économique. Bill Clinton est toujours très populaire aux États-Unis. Il reste le président du boom des années 1990, celui de l'insouciance économique. Sous Clinton, la croissance était robuste, le chômage de 4 % et les comptes publics étaient équilibrés. Quand Bill Clinton affirme que, s'il avait été au pouvoir à la place de Obama, il n'aurait pas pu mieux gérer l'économie et redresser le pays – même s'il pense le contraire, ce qui

est vraisemblable tellement les deux hommes ne s'apprécient guère –, le message résonne dans l'opinion publique. Clinton est aussi très populaire auprès d'un électorat que Obama a du mal à séduire. Aux États-Unis, on les appelle les « *Reagan democrats* », ces démocrates qui votent à gauche sur les questions économiques, mais à droite sur les questions de société. C'est un électorat blanc, plutôt masculin, rural et peu éduqué. Obama est trop cérébral, trop professoral, trop distant pour eux. Ils ne le comprennent pas. Ces électeurs s'identifient beaucoup plus à Bill Clinton. Dans l'Ohio, en Pennsylvanie, en Virginie ou dans le Michigan – des États clés –, cet électorat est extrêmement important pour Obama.

F. F. – *Lors de la dernière convention démocrate, quels ont été les thèmes porteurs de Barack Obama ? Quelles sont ses chances de réélection ?*

G. D. – Le thème porteur pour les démocrates, celui autour duquel tout s'articule, est la défense de la classe moyenne. Barack Obama tente de se présenter en défenseur de



Obama face au pouvoir
Fayard – 19,90 €

cette Amérique du milieu, qui a énormément souffert de la crise. De manière mécanique, il tente depuis des mois de dépeindre son adversaire Mitt Romney comme étant un ploutocrate, un millionnaire sans scrupule, un allié de Wall Street qui tourne le dos à ce que les Américains appellent « Main Street ». Cette élection va se jouer, pour Obama, sur sa capacité à convaincre la classe moyenne que l'orthodoxie libérale à laquelle adhère Romney va la faire souffrir. Il doit faire oublier l'état statique de l'économie américaine – un taux de chômage de plus de 8 %, 13 millions d'Américains sans emploi, des déficits publics abyssaux – pour inscrire ses réformes dans un mouvement dynamique qui pose les fondements d'une sortie de crise, alors que la politique de Mitt Romney est un retour aux années Bush. Bref, pour être réélu, Barack Obama doit absolument convaincre les Américains que cette élection du 6 novembre prochain n'est pas un référendum sur son bilan, mais un choix entre deux projets, deux idéologies et deux avenir pour l'Amérique. ●

Propos recueillis par Françoise Colin-Bertin

AU FIL DE LA LECTURE...

C'est une entreprise hardie que d'aller dire aux hommes qu'ils sont peu de chose. Chacun est jaloux de ce qu'il est, et on aime mieux être aveugle que de connaître son faible.

« Sermon sur la mort », Œuvres complètes, Bossuet

Un canari dans la mine

par Marc Varangot

L'Amérique est beaucoup plus en danger sur le plan financier qu'il n'apparaît dans la campagne électorale. L'auteur qui nous avait annoncé, ici, la très grave crise de 2007 en 2005 lance un avertissement qu'il faut prendre au sérieux.

Comme dans les années 1930, et particulièrement dans la période hooverienne, le déni et l'incantation se pratiquent abondamment dans la multiplication des rencontres internationales que J. K. Galbraith qualifiait, en 1931, de « réunions sans objet », où l'on ressasse l'abus de mots. La chorégraphie est unanime pendant que se désintègre le « village global » (G8, G20, Washington, Bruxelles, etc.), avec défilés de personnages massacrés aux élections qui parlent de « croissance » ou d'« équilibre » et transpirent sous le fard. Roosevelt, à son arrivée, coupe court aux palabres, en 1933, rappelant sèchement ses envoyés à la conférence de Londres (le G20 d'aujourd'hui) et envoyant promener les « *money changers* » ; il dévalua unilatéralement le dollar, attitude américaine familière tout au long du XIX^e siècle avec les faillites (les « défauts ») des États et que le proche avenir pourrait bien rajeunir. Les États-Unis prendraient la tête du dumping monétaire et tarifaire. Ils déclencheraient la spirale du « chacun pour soi » : Nixon, avec une Amérique encore créditrice internationale, a respecté cette tradition – Bretton Woods est bien loin.

Car, dans le monde réel, règne la cacophonie des politiques monétaires et fiscales, l'une contredisant l'autre, et l'incohérence intellectuelle où keynésiens et monétaristes perdent leur latin, étant l'un comme l'autre habitués aux remèdes sans « expiation » ; on voit se profiler la revanche de leur némesis : l'école autrichienne de M. Hayek, proclamée révolue par Keynes il y a quatre-vingts ans ; les mesures « non conventionnelles » et « l'euthanasie » keynésienne de l'épargnant contrebalancent provisoirement la pénitence indiscriminée des rabat-joie de l'austérité fiscale, d'ouest en est, dans le « village global » ; ce sont les marchés financiers qui trancheront, tardivement mais bibliquement. Les chorégraphes incantatoires, de retour chez eux, cèdent aux forces centrifuges de la crise et alimentent la spirale du « chacun pour soi » qu'impose et entretient le ralentissement de l'activité économique mondiale. Va se révéler alors la profondeur de la deuxième crise et le marasme

économique qu'exige la liquidation des excès de dettes et, dans le désordre monétaire et la guerre commerciale, le matraquage fiscal qu'elle dicte. La morphine des banques centrales n'opère plus guère comme c'est le sort de toutes les drogues dont on abuse. La croissance durable n'est pas dopée et aujourd'hui les intoxiqués du « non conventionnel » sont en manque.

La dernière enquête de l'institut Markit, le collecteur de données, tel « le canari qui chante et donne l'alerte dans la mine », est de mauvais augure. Elle montre une forte chute des exportations dans les principaux pays du « village global » ; celles de l'Allemagne, le champion avec la Chine dans ce domaine tant en croissance qu'en pourcentage de son PNB, accusent la chute la plus forte avec, d'avril à mai, une chute de l'indice chinois, toute aussi prononcée de 50 à 43 ; les « refuges » sont les plus vulnérables !

Le commerce mondial avait bien résisté à la première crise, mais le directeur de l'institut Markit, Chris Williamson, dit sans ambages : « La grande nouvelle, c'est l'effondrement de la croissance. » Et qui parle encore des accords de Doha ou du programme de l'Organisation mondiale du commerce ? Place à la spirale du « chacun pour soi » ! Toutes les monnaies mondiales, que les « *quantitative easing* », de Washington à Tokyo en passant par Londres et Genève, déstabilisent, sont en désordre et poussent aux mesures de contrôle des changes et des restrictions aux échanges commerciaux avec leurs représailles contagieuses dont les années 1930 illustrent les ravages.

L'Europe est chaque jour soumise aux forces centrifuges internes et externes où l'Espagne joue le rôle de l'accélérateur, comme nous l'avons longuement prédit l'an dernier, quand le consensus louait... la « prudence » et la « discipline » de ses banques. L'Espagne risque fort d'être le clou dans le cercueil de l'Europe et de vérifier, avec quelques mois de retard, l'analyse prophétique sur la mort de l'euro, en 1999, de Milton Friedman, « dans une décade » écrivait-il, pour des causes qui se révèlent, en 2012, avec trois ans de retard, singulièrement justes ! L'Arche de Noé allemande, le sauveteur suprême, que nous avons évoquée l'an dernier s'avance : va-t-elle accueillir les « PIGS »... et la France, bientôt, ou prendre le large ? Les dirigeants européens, s'abandonnant « *kicking the can down the road* », marchent à la journée et, comme nous le prédisions l'an dernier, aux « dénis suivis de panique », laissant les ravages du pourrissement opérer comme il y a quinze ans les Américains avec leurs caisses d'épargne. Ils enfourment des prêts prioritaires, usuraires et dépressifs (dans leurs conditions) sur des surendettés. Médecins de Molière ! Ils arrivent encore, dans des chorégraphies, à parler de « croissance » et de « convergences » dans l'envol des *spreads* et l'arrêt des transactions interbancaires. Combien de temps ?

À cet égard, pour évaluer la crédibilité, l'intégrité et la compétence du « consensus » des dirigeants européens et mondiaux, il ne faut pas oublier qu'à l'aube de la première crise les « modèles » du « village global », avec la prosternation obliga-

toire devant les « émergents », étaient... l'Irlande et l'Espagne ! Nos prédictions de l'an dernier sur ce dernier pays étaient alors solitaires et la fraude des dirigeants dont nous nous gaussions n'avait d'égal que le ridicule des « stress tests » bancaires des dirigeants européens, soulignant leur santé, ni Dexia ni Bankia, ou autres châteaux de cartes, n'étaient mentionnés.

Last but not least, les « prévisions » des OCDEs ou FMI (dont l'actionnaire principal reste encore le pays auteur de la première crise) et celles des suffisants fonctionnaires bruxellois : n'ayons pas la cruauté de rappeler au FMI son taux de croissance « prévisionnel », il y a deux ans, pour la Grèce, si elle avalait bien sa potion...

L'accélération du calendrier européen vers une Europe fédérale qui mériterait le nom et réunirait leadership (et pas bureaucrates et chefs d'État au tourniquet), fiscalité et discipline commune est de plus en plus nécessaire ou alors la force centrifuge triomphera à brève échéance avec M. Friedman, à titre posthume. Mais où sont les Hamilton, Jefferson, Madison et Washington, exclus dans les traités, de Maastricht à Lisbonne ? Où est le peuple dans les rares référendums ?

Les fameux « BRICS » dont on a quelque temps entretenu le mythe de la solidarité et de l'irrésistible croissance sont, à ce jour, quel que soit le potentiel de leurs marchés intérieurs et quel que soit le gigantesque transfert de richesse mondiale d'ouest en est, encore essentiellement des fournisseurs, et sous-traitants, des pays « immergés » dont le poids spécifique reste déterminant. La Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil ont une chose en commun ces derniers mois : la vitesse de la décélération d'activité, venant d'un haut niveau. Les planches à billets « non conventionnelles » des « immergés », celles de M. Bernanke en tête, déstabilisent leurs monnaies et leurs échanges outre leur activité : leurs marchés financiers dans les derniers mois ont, de Hong Kong à Sao Paolo, presque autant souffert que ceux des PIGS. Ainsi, depuis son plus haut cours à la veille de la première crise, l'indice des 979 actions de la bourse de Shanghai a subi une baisse de 63 % ! Dans le même temps, le New York Stock Exchange a vu son indice Dow Jones, en déclin de 20 % ; c'est dire le chemin en baisse, selon notre scénario, qui attend la bourse américaine, peu édifiés que nous sommes par le « refuge » de « l'exceptionnalisme » d'outre-Atlantique. Il n'a d'égal que celui de la nouvelle locomotive mondiale chinoise saluée il y a encore quelques mois par le « consensus » ainsi que l'harmonieux « découplage » d'ouest en est. Nous avons dénoncé le bobard des émergents tirant les « immergés » vers un nouveau cycle de croissance du « village global », lui aussi « irréversible » comme dans les années 1920 !

Last but not least, rien ne nous fait sentir plus l'ampleur du marasme économique mondial menaçant que la diminution récente du taux d'inflation américain si l'on considère l'acharnement depuis quatre ans des mesures « non conventionnelles » comparé à l'état réel d'activité du pays et au taux réel et non trafiqué du chômage. À quoi servent l'« hélicoptère » (jetant des poignées de dollars au hasard) et la « planche électronique » de M. Bernanke ? À quoi sert l'explosion des dettes et des

déficits ? Tout ceci nous montre que ce dopage inégalé s'épuise. Il va laisser la place à la liquidation des dettes et déficits que nous décrivons dans un « atterrissage en douleur » qui peut être, lui aussi, inégalé, après quatre ans de déficits à plus d'un trilliard de dollars. Cette déflation qui résiste à la Fed fait notre religion aussi sur la « tarte à la crème » à la mode, digne de celle du « découplage mondial » d'il y a peu, pour le « consensus », du « miracle » pétrolier américain, créateur de surplus externes et d'emploi : en récession mondiale. Ce n'est pas le pétrole qui manquera et le « *fracking* » aura, à moyen terme, le sort des « énergies nouvelles », boulet financier avec ses faillites, comme les sociétés d'énergies renouvelables de Barack Obama. Il rappellera quelque peu les mirobolants projets autarciques du président Carter. À cet égard, notons l'éternel bobard des lobbies pétroliers qui remonte à l'époque des « sept sœurs » américaines et qui, laissant la place au cartel de l'OPEC, est amplifié avec les premiers « chocs » pétroliers des années 1970 : l'inélasticité de l'offre, invariablement proclamée à la veille des grandes chutes des cours du baril. Les réponses de Nixon, Carter jusqu'à Obama seraient les gigantesques effets sur l'économie et l'emploi des « découvertes » à ce jour non développées ; le « *fracking* » fait fi depuis plusieurs années des protestations écologiques et n'a employé que quelques milliers de personnes dans l'État du Dakota du Nord qui a la dimension... d'un faubourg de New York ! Quant au déficit externe américain, il a augmenté au rythme de 50 milliards de dollars par mois. Sa diminution prochaine sera due au marasme économique, donc pétrolier, qu'engendrent les récessions. L'industrie du baril rejoindra, provisoirement, les « énergies nouvelles » dans l'épreuve. Ce sera plus sérieux pour les pays producteurs de l'OPEC dont les budgets doivent apaiser les risques politiques existentiels du « printemps arabe » qui demandent un baril de plus en plus cher ; et, bien sûr, pour la Russie de Poutine. Car, cartel ou non, la chute des cours du baril a toujours suivi brutalement celle de l'activité mondiale même au temps des « sept sœurs ».

Dans notre triste scénario mondial, c'est l'Amérique la plus fragile, avant l'Europe, l'une aggravant la situation de l'autre. Mais l'oncle Sam reste l'éléphant dans la jungle de la « démondialisation ». Quel que soit le vainqueur de novembre, et ses idéologies, il est soumis à la gravité terrestre et la sévérité biblique des purges différées par « overdose ». Keynes auquel s'accroche MM. Bernanke, Obama et... Romney, toute querelle confondue, ne marche que lorsque les caisses sont pleines et qu'on peut les vider. Comme les « Reaganomics » ou « Clintonomics » qui l'une et l'autre faisaient du Keynes en actes et, pour l'un, du Milton Friedman et/ou du Laffer en couverture verbale. Entre les deux fausses options politiques, le « *fiscal cliff* » tranchera avec les marchés financiers ; il ressuscitera la loi de la pesanteur et la purge qui doit corriger l'excès. Le « *fiscal cliff* », la « falaise » de la pression fiscale accrue très fortement au début de 2013 fera échouer la relance de la consommation.

En 1933, l'Amérique était créditrice du monde entier. Celle de 2012 est débitrice

universelle et surendettée. Peut-elle renflouer l'Europe « décadente » ? Attendrons-nous... les Chinois ? Serait-ce le prochain mythe provisoire de l'opinion consensuelle ? Autant attendre un sauveur européen qui peut surgir dans l'épreuve et même dans la démocratie !

En conclusion de ces moroses considérations, nous constatons que la liquidation, inéluctable, comme la loi de la gravité, implique, comme dans l'histoire des États-Unis ou des Hébreux de la Bible, comme dans la déflation de 1933 ou dans l'inflation dans le « *stealth bear market* » des années 1970, un atterrissage liquidateur à la mesure des excès de nature variée, mais intenses, qui l'ont provoquée.

Pour toutes ces raisons, nous pensons que les jours de l'« exception » américaine salvatrice, si à la mode cette saison, ayant détrôné le bobard du « découplage » et de la Chine locomotive de l'an dernier, sont comptés. Et que, loin de soulager la détresse européenne, les États-Unis ajouteront le poids de leur détresse au « village global », où par ailleurs les pays émergents ont le plus à perdre. Leurs marchés financiers vont commencer à le prédire. Ajoutons, d'ici à l'élection présidentielle, les effets destructeurs des « *hard landing* » européen et chinois sur les exportations et le secteur financier américain dont on parle peu, mais dont la bourse américaine enregistre éloquentement les soubresauts annonciateurs.

La vulnérabilité des États-Unis au ralentissement du « village global », après trois décades de « mondialisation », est fortement augmentée ; le pourcentage du commerce extérieur dans leur PNB est à ce jour de 32 % ; il était de 21 % en 1981. Le pourcentage des profits non américains des entreprises américaines a doublé de 1987 à ce jour. L'exposition des banques américaines au risque extérieur est, aujourd'hui, de 30 % du PNB ; il était de 11 % en 1991. Ajoutons que l'opacité des comptes bancaires nous laisse à penser que le pourcentage d'exposition étrangère est supérieur aux chiffres publiés. L'Amérique n'est plus la forteresse hégémonique de sa réputation. Elle n'était, par ailleurs, plus en mesure de contribuer à l'augmentation des ressources récentes du FMI, mettant en péril, tôt ou tard, son droit de veto et sa participation de 17 % dans l'actionnariat de l'institution qu'elle fonda en 1945 et qui fut son bras séculier pendant plus d'un demi-siècle.

Mais la démagogie qu'impose une élection âpre et probablement serrée dicte, à défaut de réformes courageuses et bipartisanes, des accords « *stop gaps* » sur le dos du déficit et des dettes jusqu'en novembre, si les marchés laissent encore faire. Le pourrissement sera probablement, plaisamment, salué pour son « volontarisme » curateur, consensuellement, mais provisoirement. ●

AU FIL DE LA LECTURE...

Si nous voulons éviter ce qu'il convient peut-être d'appeler la « mexicanisation » de l'économie américaine, il faudra bien s'écarter résolument de la politique fiscale récente. Les impôts devront être augmentés.

La Crise économique de 1929, John K. Galbraith

La guerre d'Algérie (1830-1962) n'est pas terminée

par Jean-Pierre Prévost

La France et l'Algérie ont célébré séparément le 50^e anniversaire des accords d'Évian et de la déclaration d'indépendance de l'Algérie. Aucune main n'a été tendue de l'une ou de l'autre rive de la Méditerranée qui, il est vrai, ont « de tout temps entretenu des rapports tumultueux », comme l'écrit Maurice Vaïsse dans son avant-propos du livre consacré à l'exposition *Algérie 1830-1962*, présentée récemment au musée de l'Armée aux Invalides. Tout au plus, les deux gouvernements se sont-ils entendus pour que les manifestations soient mesurées, ce qui a été le cas.

En vérité, la guerre d'Algérie, commencée en 1830, n'est toujours pas terminée. Bien sûr, des relations existent entre nos deux pays, des accords ponctuels sont signés, mais l'espoir d'un grand traité d'amitié franco-algérien, un moment caressé et brutalement brisé après le vote par le Parlement, en 2005, d'une loi sur « les aspects positifs de la colonisation », est sans cesse remis aux calendes grecques.

Des deux côtés, en effet, des groupes irréconciliables s'acharnent à raviver les braises de la discorde. On connaît à ce sujet le mot de Jacques Chirac à l'un de ses visiteurs à l'Élysée, qui le pressait de faire un geste : « Il y a encore trop de pieds-noirs et de harkis. » Certains pensent également qu'il faut attendre, de l'autre côté, la disparition des acteurs de la guerre de libération nationale. C'est faire fausse route, comme le rappelait récemment un ancien dirigeant algérien, Abdelaziz Rahabi : « Les jeunes générations seront plus radicales sur la question de la mémoire¹. »

C'est bien là que le bât blesse du côté français. Autant nous avons pu, avec beaucoup de difficulté il est vrai, reconnaître la responsabilité de la France dans la rafle du Vel'd'Hiv, il y a soixante-dix ans, comme vient encore de le faire François Hollande dans les pas de Jacques Chirac, autant nous répugnons à entreprendre l'indispensable travail de mémoire qu'attendent les Algériens. Que ce soit le musée de l'Armée qui ait osé présenter, en cette année du cinquantenaire, une exposition, malheureusement sans réelle publicité et trop brève, retraçant un conflit de plus de cent trente ans, est assez exceptionnel, tant l'opinion française dans son ensemble

1. *La Croix*, 30 juin 2012.

paraît vouloir demeurer dans l'ignorance la plus profonde sur ce qui s'est réellement passé au cours de cette période.

D'un conflit banal, le refus par Charles X de régler les dettes du Directoire concernant une livraison de blé algérien, allait naître la tentation d'une guerre coloniale, qui dura plus de quarante ans, la plus cruelle sans doute de toutes celles que connut l'Afrique et que poursuivit, car il n'y eut jamais de trêve véritable, la III^e République et Jules Ferry, trop heureux de faire oublier ainsi la défaite de 1870. Les actes de violence de l'armée française, tels qu'ils sont présentés dans cette exposition, furent inimaginables : tortures, « enfumade » des grottes où la population se réfugiait, massacres et destructions. « Depuis onze ans, on a renversé les constructions, incendié les récoltes, détruit les arbres, massacré les hommes, les femmes, les enfants, avec une furie toujours croissante » (général Duvivier, 1841) et cela continuera tout le temps de la présence française avec la complicité de tous les gouvernements et de l'opinion.

Pourtant des voix s'élèvent contre ces méthodes, et notamment celle de Alexis de Tocqueville dans un rapport parlementaire vite enterré. Napoléon III, lui, tenta de stopper cette frénésie de conquête et de spoliations des terres cultivables. Conseillé par un fouriériste, Ismaÿl Urbain, l'Empereur voulut établir un « Royaume arabe » associé à la France, tout en maintenant les colons déjà établis qui, bien sûr, s'opposèrent à ce projet. La chute de l'Empire en marquera l'abandon, d'autant plus que la défaite de la France provoquera de nouvelles insurrections noyées dans le sang.

Dans ce climat d'insécurité, on imagine bien que les colons furent peu nombreux : 129 600 au recensement de 1872, auxquels s'ajoutent les 34 700 Juifs, traités jusque-là comme les indigènes et menant leur existence, à tel point qu'après leur naturalisation par le décret Crémieux en 1870, ce dernier demanda aux organisations israélites de France d'envoyer des missionnaires pour assurer leur adaptation à la vie européenne. Les espoirs d'une migration massive d'Alsaciens-Lorrains étant déçus, ce sont des « calabrias », pour reprendre une expression injurieuse utilisée par les indigènes, c'est-à-dire des Espagnols d'Andalousie, des Italiens de Sicile et de Calabre – régions terriblement pauvres et surpeuplées – qui se précipitèrent vers ce nouvel eldorado et furent immédiatement naturalisés.

En 1912, Jérôme et Jean Tharaud, écrivains et reporters, mettent dans la bouche de l'un de leurs interlocuteurs, ancien médecin militaire tombé amoureux de l'Algérie et qui s'y était installé définitivement, les propos suivants : « Est-ce donc pour installer chez nous quatre cent mille étrangers que nous avons dépensé des milliards et lutté cinquante ans contre la nature et contre les hommes¹ ? » Ils écrivent plus loin de manière prémonitoire : « Si par malheur un jour quelque part en Europe, la chance nous devenait contraire, tout resterait-il paisible ici. Dans chaque commune, dans chaque village, le feu s'allumera de lui-même et pour les mêmes raisons : l'injustice et la misère. »

1. *La Fête arabe*, Émile-Paul, 1912.

Il fallut deux guerres et la défaite de Diên Biên Phu pour que le feu qui avait toujours couvé éclate enfin. Mais comment faire comprendre aux pieds-noirs, et avec eux à l'opinion française, que nous récoltions le fruit de nos erreurs ? Le 8 mai 1945, les Algériens crurent que la libération allait venir pour eux aussi. À Sétif, ils défilèrent, drapeau algérien en tête, en réclamant l'indépendance. Les colons sortirent leurs fusils et une « ratonnade » commença, les Algériens plus nombreux réagirent et l'armée intervint : une centaine de morts du côté des « Européens », 15 000 du côté algérien. L'événement passa inaperçu en France. On s'en souvint le 1^{er} novembre 1954 quand l'insurrection commença.

Le petit million de « Français d'Algérie » – on ne les appelait pas encore « pieds-noirs » – méritaient d'être protégés. C'est en pensant à eux que Maurice Thorez, secrétaire général du parti communiste, vota les pouvoirs spéciaux réclamés par Guy Mollet, même si depuis toujours leurs représentants bloquaient toutes les tentatives de réformes, celles proposées par le Front populaire avant-guerre avec le gouverneur Violette, l'institution du collège unique lors du vote du statut de 1947, la politique libérale promise par le Front républicain en 1956 et abandonnée par Guy Mollet sous les tomates à Alger.

Depuis des années, en effet, la République avait abandonné la conduite des affaires algériennes aux colons qui dictaient la politique de Paris et qui, par exemple, demandèrent, lors d'un congrès en 1908, que l'instruction publique ne soit pas étendue aux indigènes de peur qu'ils ne veuillent s'émanciper. Satisfaction leur fut donnée, puisqu'en 1955, il y avait moins de bacheliers algériens que de bacheliers marocains.

Ces rappels peuvent choquer et choqueront certainement ceux qui ne se consolent jamais de la perte de l'Algérie française, cette Algérie qui, répète-t-on, n'existait pas avant notre arrivée – pas plus d'ailleurs que l'Italie, l'Allemagne, la Grèce, avant leur unification –, amputée de plusieurs provinces, venant tout juste de devenir indépendante. Les mêmes qui continuent d'en vouloir à de Gaulle d'être revenu au pouvoir en laissant croire qu'il maintiendrait l'Algérie française et qu'il allait presque aussitôt proposer « la paix des braves », puis l'autodétermination.

Il n'est pas certain d'ailleurs que les historiens les plus médiatiques, lorsqu'ils écrivent pour le grand public, aident à faire prendre conscience de nos responsabilités, tel Benjamin Stora, originaire d'Algérie lui-même, dont le dernier ouvrage, *La guerre d'Algérie expliquée à tous*¹, petite brochure de vulgarisation, est de ce point de vue très décevant. N'explique-t-il pas qu'à la fin de l'année 1957 « la France semble l'emporter sur le plan militaire » et que le FLN n'a pu espérer « gagner la guerre » que grâce aux pressions internationales ? Tout est dit certes, mais de manière lénifiante et parfois inexacte. Prétendre, par exemple, que de Gaulle, « après le rétablissement de la République, s'est éloigné de la vie politique », c'est oublier l'épisode du RPF et le rôle joué par ses fidèles dans la préparation du 13 mai. De même,

1. Seuil, 2012.

jamais Pflimlin n'a dit qu'il souhaitait négocier avec le FLN !

L'État français ne met lui non plus aucune bonne volonté pour préparer la réconciliation. Sait-on qu'il fallut attendre 1970 pour que l'armée donne enfin aux démineurs algériens le plan des millions de mines posées notamment à la frontière marocaine, occasionnant de ce fait de nombreuses nouvelles victimes et que nous refusons obstinément de rendre à l'Algérie les souvenirs de la smala d'Abd el-Khader ou les archives que nous avons précipitamment rapatriées ? Des gestes simples et qui sont toujours espérés. Alors faudra-t-il attendre 2030 pour qu'enfin la réconciliation se fasse ? ●

AU FIL DE LA LECTURE...

Plus je vais, plus je pense que la peur de parler est la vraie cause de notre ruine en France. On arrive à ne plus penser, à vivre comme des chiens.

De fil en aiguille, Brice Parain

Le dictionnaire du sens interdit

MOTS (Les). *Sopor*. Quelle noble et grande époque tout de même ! Quelle révérence pour l'éthique, pour la morale, pour la moralisation, etc. Quel souci d'égalité ! On a même veillé à donner à un ministère un intitulé qui fait référence à *l'égalité des territoires* ! *Questios*. Innovation remarquable en effet ! On aurait pu se contenter de veiller à l'égalité entre les citoyens qui peuplent les territoires, mais non, c'est entre les territoires eux-mêmes que le nouveau ministère a mission d'établir l'égalité. *Sopor*. C'est vraiment une initiative qui mérite de rester dans les annales comme cette idée de supprimer les notes pour ne pas traumatiser ceux des élèves qui en ont de mauvaises. *Questios*. Leurs lacunes en seront-elles comblées ? *Sopor*. Non. Mais ils n'en auront plus conscience. Ils vivront mieux. *Questios*. On raconte que le résident d'une tour, ayant chuté du cinquantième étage, répondait à la question inquiète et bienveillante d'un locataire du dixième : *ça va ?* par un : *pour le moment ça va*. C'est le genre d'expérience que la suppression des notes, si elle était mise en œuvre, imposerait au peuple des écoles. *Sopor*. Et la discrimination dont sont victimes ceux qui échouent ? Que faites-vous du principe de non-discrimination ? Heureusement qu'en la matière on s'apprête à faire un saut qualitatif majeur en expulsant le mot *race* de l'article premier de la Constitution. *Questios*. Ce qui aura pour résultat de priver l'interdiction de la discrimination raciale de son fondement constitutionnel puisque le texte incriminé deviendrait : la

République « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine ou de religion. » *Exit* la race. *Sopor*. On trouvera sûrement quelque chose à mettre à la place. *Questios*. Sans doute en effet trouvera-t-on quelque formule contournée, bavarde, obscure, prétentieuse, pour combler le vide laissé par le mot condamné. *Sopor*. Condamné parce que coupable. *Questios*. Ce n'est pas le mot qui est coupable, c'est l'usage que l'on en a fait. Faut-il chasser de notre vocabulaire les adjectifs national et socialiste au motif que Hitler avait qualifié son parti de national-socialiste ? Faut-il proscrire toute mention de la faucille et du marteau parce que cet emblème a surplombé l'agonie de dizaines de millions de victimes du communisme ? Faut-il s'interdire toute allusion aux *civilisations* au motif que l'emploi du mot pourrait suggérer que l'on établit une hiérarchie entre elles ? Sur fond de progrès technique foudroyant, nous aurons eu le privilège de connaître l'âge d'or de la bêtise. *Sopor*. Comme vous y allez ! *Questios*. Justement non ! Je refuse d'aller là où l'on veut m'entraîner. Cette éradication des mots n'est que l'expression de la passion française pour la servitude, le signe que le rouleau compresseur de l'étouffoir intellectuel poursuit son irrésistible mouvement en avant, arasant les dissonances, écrasant les pensées, vouant à la vindicte publique les récalcitrants qui refusent de se laisser apprivoiser. La traque des mots ne promet que le mensonge institutionnel.

André LE GALL

Marc Sangnier et le MRP

Dans le cadre du travail mémoriel qu'il a engagé avec le concours des membres de l'Amicale du MRP qu'il préside, Jean-Pierre Prévost a exposé le fruit de ses recherches menées avec le concours de l'institut Marc Sangnier au cours d'une réunion présidée par Anicette Sangnier.

Marc Sangnier a été incontestablement le précurseur et l'inspirateur du MRP, il a participé également à sa fondation. Alors qu'il s'était écarté de la vie politique en 1932, quittant le parti de la jeune République qu'il avait fondé, il s'engage de nouveau en 1938, face à la menace d'une guerre imminente et apparaîtrait, aux côtés de Francisque Gay, à la table d'honneur du banquet de création des Nouvelles Équipes françaises, auquel participaient pratiquement tous les futurs dirigeants du MRP.

Au lendemain de la défaite, il s'engage dans la résistance et est associé aux réunions préparatoires à la création du MRP. En témoigne Gilbert Dru qui écrivait à sa fiancée, le 28 novembre 1943 : « Ce n'est pas sans émotion que je parlerai prochainement avec celui qui, avant nous, creusa le plus profond sillon que nous reprenons aujourd'hui. »

Aussi n'est-il pas étonnant qu'à l'issue du congrès constitutif, le 26 novembre 1944, il soit poussé à la tribune et, à 71 ans, dans une de ces improvisations dont il a le secret, exprime sa joie d'assister à la création du grand mouvement dont il avait toujours rêvé. Dans un enthousiasme indescriptible, il est

élu par acclamation président d'honneur. Il le restera jusqu'à sa mort.

Quel sera dès lors le rôle de Marc Sangnier ? À en croire ses principaux biographes, probablement influencés par cette « légende noire » qui traîne autour du MRP, inexistant. « À la fin de la guerre de 1939-1944, c'en est fini de l'action de Marc Sangnier », écrit Madeleine Barthélémy. Denis Lefèvre le confirme : « Il était malade et affaibli pendant toute cette période-là. » Jean-Jacques Greteau va plus loin encore : « Il avait du mal à se reconnaître dans les orientations du MRP comme dans ses dirigeants. »

Voyons les faits. Candidat aux législatives en 1945, il va de préau d'école en préau d'école, tient des meetings en province, à Amiens le 4 septembre, et prend la parole au grand rassemblement du 6 octobre au Vel'd'Hiv. Au soir du scrutin, élu député – il sera réélu aux deux élections de 1946 –, on le retrouve encore avec les autres dirigeants au siège du MRP. Mais les difficultés sont proches. De Gaulle démissionne. Il siège pendant des heures avec les autres dirigeants dans le bureau de Bidault, au Quai d'Orsay, et, devant le risque d'une guerre civile et la demande pressante des socialistes, se range à la position de Bidault.

Quand de Gaulle décide de créer le RPF, Edmond Michelet, qui lui était très proche, tente de l'entraîner. Il obtient qu'il rencontre le Général. C'est au cours de cette rencontre que, selon Michelet, de Gaulle lui aurait dit :

« Vous êtes le père spirituel du MRP, j'en suis le père nourricier. » Mais il ne cède pas et reste fidèle comme plus tard quand apparaissent les premières dissidences à gauche.

Sur le plan parlementaire, Marc Sangnier intervient également à plusieurs reprises notamment sur l'épuration et plus tard l'amnistie, questions sur lesquelles le MRP était en première ligne à un moment où les communistes et d'autres réclamaient, selon le quotidien *Franc Tireur* : « 5 000 têtes qui tombent et 10 000 envoyés en prison à vie. » Et s'écrie à la tribune le 8 août 1946 : « Nous devons agir non pas dans un esprit de vengeance mais dans un esprit de justice. »

Rien ne fera dévier Marc Sangnier de sa fidélité au MRP. Il intervient à chaque congrès national et pour la dernière fois, quelques mois avant sa mort, en 1949 à Strasbourg. Invité à un pot d'amitié le 26 septembre 1949 à l'occasion du départ de Albert Gortais, il lui écrit le lendemain : « Comme

j'étais furieux d'être retenu dans mon lit... Heureusement que tu ne nous quittes pas tout à fait et que nous sentirons la bienfaisance de ton action. » Deux mois plus tard, il adresse un message – le dernier ! – aux jeunes MRP de sa circonscription : « Je vais mieux, je vais pouvoir vous retrouver. »

« Ses compagnons à cheveux blancs et ses disciples imberbes contemplant aujourd'hui tout ce qu'ils lui doivent, l'éblouissement des grands jours du *Sillon*, *la Jeune République*, *l'Action pour la Paix*, le Mouvement républicain populaire », déclarait notamment Georges Bidault à la fois président du MRP et président du Conseil à ses obsèques à Notre Dame. Quelques années plus tard, faisant le bilan des dix premières années du MRP, Étienne Borne rappelait sa mémoire par ces mots : « Il existe des hommes qui crurent à la fois au spirituel et au temporel et qui acceptent les labeurs et les douleurs dans l'esprit où les jettent l'une et l'autre de ces croyances. »

AU FIL DE LA LECTURE...

L'indifférence à l'égard du passé dont nous sommes issus est l'une de nos impiétés majeures. Un jour n'est qu'une ombre sans substance et sans profondeur, s'il ne surgit de rien.

La Croix, 4 janvier 1977, Étienne Borne

37, quai d'Orsay

J'étais en train de relire les *Mémoires pour aujourd'hui et pour demain* de Jean François-Poncet lorsque la nouvelle de son décès m'a frappé le cœur. Quelle tristesse !

La « cause » européenne avait trouvé en lui un de ses meilleurs défenseurs. Je ne puis aujourd'hui qu'inciter tous les lecteurs de *France Forum* à lire le livre intéressant, bien écrit, riche d'informations et de réflexions qu'il nous a laissé¹.

Il est rare de réunir autant de substance dans aussi peu d'espace. Dans ce petit ouvrage, les réflexions de Jean François-Poncet sont bien

prises en lumière. Il avait été hier secrétaire général de la présidence de la République – à l'époque de Valéry Giscard d'Estaing – et ministre des Affaires étrangères. Son parcours a peu d'équivalents dans la politique française.

Il était resté un militant ardent et désintéressé. Il a réuni en sa personne compétence et conviction dans des domaines aussi importants, complexes et généralement peu connus que la politique européenne.

C'était pour moi un modèle en même temps qu'un ami. Je n'oublierai ni l'un ni l'autre.

Jacques MALLET

1. *37, quai d'Orsay*, Odile Jacob, 2008.

Les sculpteurs d'un nouveau visage de l'Afrique

Comment l'islam a-t-il conquis la moitié de l'Afrique francophone ? On en donne des raisons historiques. Elles n'expliquent pas tout. La première en date : la crainte de l'esclavage. Se convertir à l'islam prémunissait. D'autres causes ont joué depuis lors. Tout musulman est un missionnaire. Dans une Afrique toujours migrante, le marchand Haoussa prêchait et prêche encore son Dieu. Ces voyageurs franchissent les frontières politiques. « On était musulman parce qu'on circulait. » D'un terroir à l'autre, la religion change. On n'emporte pas avec soi le dieu de son terroir. L'islam est une sorte de passeport. Ainsi qui-conque se déplace tend à devenir musulman. Le Mossi qui descend vers le sud en voyageur saisonnier se trouve « la proie des convertisseurs ». L'Africain, homme de conformisme social, aspire s'il est étranger aux croyances du milieu où il est appelé à vivre. Conformisme, mais aussi snobisme. La « vanité nègre » a joué son rôle. Les Haoussas sont parfois riches. Ils en tirent prestige. En même temps intervient un obscur sentiment venu des temps de l'esclavage : les races musulmanes sont estimées supérieures et, partant, leur système social et religieux.

On dénonce aussi, non sans raison, l'action de l'Administration coloniale. Action parfois consciente, inspirée par l'hostilité au christianisme. Tel gouverneur anticlérical pensait entraver ainsi l'action des missionnaires : récemment encore des administrateurs ont pour cette raison misé sur l'islam. Il s'agissait

de flatter M. Lamine Gueye, alors un des mages de la SFIO. Cette action consciente, qui encouragea le pèlerinage de La Mecque et fit construire des mosquées en plein pays animiste, fut à la fois un contresens et une politique de facilité. « Aux yeux de certains administrateurs, l'islam était ou paraissait être chose connue et pratiquée, grâce à une génération d'expérience algérienne... En transposant les habitudes et les méthodes des "bureaux arabes" au Sénégal, par exemple, on facilita la substitution définitive du droit coranique au droit coutumier africain, largement conservé jusque-là par les musulmans du cru. Les officiers des troupes de marine... pris entre une méfiance à l'égard des missions chrétiennes... et une incompréhension fatale à cette époque, des richesses encore ignorées des cultures animistes... s'appuyèrent sur l'islam et l'appuyèrent... parce que la conversion au boubou du païen tout nu leur paraissait un pas en avant. Le chef musulman était plus facilement reconnaissable, identifiable que le chef animiste (et) déjà familier en outre avec l'expression écrite de la parole, base de notre pratique administrative... En dépit de clairvoyantes exceptions (un Delafosse, par exemple) l'apparente uniformité de l'islam apparaissait plus séduisante à nos yeux de Français épris d'ordre, de logique et de règlements généraux que le grouillement mystérieux des religions du terroir... » Ainsi s'explique en partie que l'islam ait « progressé en surface et peut-être en profondeur pendant les soixante-quinze ans de présence européenne

que pendant les neuf siècles précédents ».

Cet appui administratif a d'ailleurs été dénoncé par les nationalistes musulmans eux-mêmes. On nous a reproché l'appui donné aux confréries. Mais en vertu d'un paradoxe apparent, l'islam que nous avons encouragé va devenir assez vite un instrument contre la colonisation et contre l'Occident : il y trouvera une nouvelle occasion d'expansion. Au Togo, donner un prénom musulman à son enfant sera un moyen de manifester son opposition à la tutelle française. En outre, en semant l'islam, nous avons obtenu ce résultat que toute révolte a revêtu une coloration de djihad. L'hostilité est devenue guerre sainte, cette notion imprécise mais inhérente à l'islam même.

Voilà bien des raisons historiques à l'expansion de l'islam. Elles ne suffisent pourtant pas à l'expliquer. Les vraies causes sont plus profondes. Elles sont aussi moins connues.

La première de ces causes profondes est historique, elle aussi, mais en même temps géographique. Les religions du terroir sont condamnées à mort, tout au moins sous leur forme traditionnelle, car elles ne répondent plus aux aspirations et aux besoins d'une Afrique qui, désormais, tient un rôle sur une scène universelle. Or, l'islam, lui, est universel. Il ne « se reconnaît d'autres limites que celles du globe terrestre ». La « poussière des groupes » aspire à son ampleur œcuménique. En même temps, l'islam est venu par la voie traditionnelle des pénétrations africaines, d'est en ouest. Il a éveillé ses échos profonds, s'il est vrai, comme l'a écrit quelque part Théodore Monod, que « l'Afrique dans son ensemble n'est qu'un écho à peine amorti de

l'Asie ». En outre, cette religion ne heurtait pas les modes de vie de l'Afrique : « En Arabie comme en Afrique, le climat rend possible des types d'existence rudimentaire : même simplicité dans l'alimentation et dans la vêture... Il en découle des préoccupations semblables, des gestes et des impératifs identiques¹. » On connaît le passage célèbre d'Hérodote : « Les Égyptiens font tout à l'envers des autres. Ils urinent accroupis. Ils sont circoncis... » Les coutumes musulmanes nous sont contraires, mais elles rencontrent celles de l'Afrique.

Autre facilité de la pénétration musulmane tandis que l'islam précise le dieu transcendant des Africains – si transcendant qu'on l'oublie –, il a toujours charrié avec son monothéisme intransigeant assez de fétichisme pour que l'animisme trouve en lui, à travers la conversion même, des possibilités de survivance : ainsi la baraka héréditaire. L'islam est en quelque sorte devenu *complémentaire* à l'animisme, latent surtout dans la population féminine.

Enfin l'islam, en même temps qu'il apporte une dimension universelle, est lui aussi plus Durée qu'Histoire. La philosophie musulmane est une « philosophie de la non-Histoire ». Sa conception de la temporalité où la durée rejoint l'instant est la même que celle de l'Afrique.

GEORGES LE BRUN KERIS

France Forum, n° 43, octobre 1962

1. Louis Axel, « Le danger du panislamisme pour l'Afrique noire », *Revue politique et parlementaire*, n° 674, janvier 1958, pp. 36-50., Odile Jacob, 2008. (NDLR)

Philippe Augier : « Deauville plateforme artistique »

France Forum. – *Pourquoi un festival du film américain à Deauville ?*

Philippe Augier. – C'est en 1919 que fut tourné le premier film à Deauville, suivi d'une cinquantaine d'autres, français et étrangers. Cette terre de cinéma accueille depuis 1975 le Festival du film américain, dont Michel d'Ornano, alors maire de Deauville, a eu l'initiative politique, relayée par son épouse Anne d'Ornano : la volonté d'ouverture sur la culture américaine rejoignait le souhait de contribuer à l'animation de la ville au-delà de la saison estivale.

L'ambition du festival est de faire partager la diversité cinématographique américaine, dans toutes ses formes, sans préjugés ; il n'a cessé de se développer, d'innover et de s'enrichir : c'est ainsi qu'il s'est ouvert aux documentaires en 2003 et aux séries en 2010. C'est aussi le seul festival qui offre une programmation 24 heures sur 24.

Porteur de valeurs de rencontre et de partage, c'est une véritable plateforme artistique et économique. Il attire un public nombreux d'amoureux du cinéma et de professionnels, parmi lesquels les plus grandes stars américaines, honorées par des hommages, comme de jeunes réalisateurs à qui il donne des chances de se faire reconnaître.

F. F. – *Quelles ont été les caractéristiques du festival 2012 ?*

Ph. A. – Avec quatorze films en compétition, dont sept premiers, la 38^e session du festival a fait preuve de sa pleine maturité et continué d'offrir une image complète du cinéma américain tel qu'il est. Si la présidente du jury, Sandrine Bonnaire, a pu noter une certaine noirceur des films en compétition, celui qui a été primé, *Les bêtes du sud sauvage*, de Benh Zeitlin, est de ceux qui peuvent ravir tous les publics.

Le festival a aussi rendu hommage à John Williams, compositeur de plus d'une centaine de musiques de films dont celles des plus grands succès de Steven Spielberg : l'orchestre philharmonique de Radio France, partenaire du Festival comme l'est France Télévisions, a joué au théâtre du Casino quelques-unes de ses œuvres les plus fortes.

F. F. – *Comment le festival contribue-t-il à la coopération culturelle franco-américaine ?*

Ph. A. – Le festival a ouvert une porte qui ne cesse de s'agrandir entre la culture américaine et la culture française ; il fait de nous des observateurs privilégiés de nos sociétés, tout en nous faisant rêver et réfléchir.

C'est aussi un lieu de débat de fond sur les grands enjeux du cinéma d'aujourd'hui, avec des conférences, tables rondes, rencontres, animées notamment par les associations de producteurs des deux côtés de l'Atlantique.

Parmi les coopérations les plus marquantes,

je citerai le prix Michel d'Ornano, qui prime un premier film français avec le soutien du Fonds culturel franco-américain. Il a été attribué cette année à *Rengaines*, du réalisateur Rachid Djaidani, qui, se qualifiant lui-même d'« underground », a salué l'initiative de

l'ambassadeur américain à Paris d'aller à la rencontre de la diversité de la société française. Bel hommage à la profondeur des échanges que le festival entend continuer à promouvoir !

Propos recueillis par Anne-Marie Idrac

Tout un monde lointain...

À entendre un mélomane évoquer la culture musicale américaine, on peut aisément savoir de quel côté de l'océan Atlantique il se trouve. Les États-Unis d'Amérique semblent souffrir, en ce qui concerne les arts en général et la musique savante en particulier, d'un déficit de crédibilité, de sérieux, de poids. « Ce pays n'a pas d'Histoire », entend-on dire sous nos longitudes ; d'Histoire avec un grand H. Pourtant, après les grands massacres et l'invention de la démocratie, il a bien fallu la faire, l'Histoire. La nation de Lincoln, armée de sa « destinée manifeste » à gouverner le monde, s'est ainsi mise à la musique, parfois à son corps défendant.

Au début du xx^e siècle, quelques compositeurs américains se sont demandé ce que pouvait être une musique spécifiquement américaine dans un pays où l'immigration européenne restait une dominante de la démographie. Que pouvait-on créer de nouveau là où se côtoyaient tant de populations différentes, autochtones ou non, tant de musiques différentes, savantes ou non ?

Le moins inconnu de ces compositeurs est Charles Ives. Organiste brillant mais aussi agent d'assurances, il tenta pendant dix ans de faire connaître sa musique novatrice, puis retourna, déçu, à ses assurances. Son art était comme sa nation : un patchwork prodigieux de sensations, d'émotions, auréolé d'une immense fierté. Ses œuvres ont pour titre des noms de villes, de lieux ou évoquent des scènes pittoresques ou historiques (*Concord sonata*, *Central Park in the dark*, *Putnam's camp*).

Une génération entière vint le trouver au soir de sa vie et tenta, avec dévotion, de rattraper le temps perdu en publiant ses œuvres. Elle va reposer, avec ardeur, la question d'une musique savante nationale. C'est cette génération qui va finalement rester : Ruth Crawford-Seeger, Henry Cowell, Dan Rudhyar, Gerald Strang, Carl Ruggles et d'autres riposteront, parfois avec les poings, aux antiques faiseurs de symphonies européennes retranchés à Boston comme aux importateurs béats du dodécaphonisme viennois. Des années 1920 aux années 1940, ils vont remettre en question, répertoire, inventer sans relâche et en dépit des résistances, en Californie d'abord, puis à New York.

Il serait bien hasardeux de chercher aujourd'hui une manifestation, un festival, un programme de concert qui proposât au public ce répertoire foisonnant et rugueux, indispensable à qui veut comprendre la musique du xx^e siècle occidental. Nous connaissons mieux leurs descendants. John Cage, Conlon Nancarrow ont marqué les Européens par leur créativité, mais ce que nous avons pris pour de la provocation n'était dû qu'à notre ignorance : le vieux continent avait manqué un épisode. Ainsi, quand Karlheinz Stockhausen décida, pour la composition de *Gruppen* en 1954, de réunir sur une même échelle rythmes et hauteurs de notes, personne ne se souvint que Henry Cowell, en 1919, avait fait la même proposition et s'appropriait à composer, sur cette idée, tout un répertoire.

Nicolas VIEL

Exposition :

Edward Hopper

Edward Hopper ou le temps suspendu. Considéré aujourd'hui comme l'un des représentants majeurs du réalisme américain, Edward Hopper fut tout d'abord formé à la New York School of Art par le fameux professeur Robert Henri dès 1900, puis à Paris, comme nombre d'artistes d'outre-Atlantique qui voulaient découvrir l'art européen si novateur et si créatif au tournant du siècle. À cette époque, tous les courants s'y poursuivaient (impressionnisme, post-impressionnisme), ou y explosaient (cubisme, futurisme, expressionnisme). Dès 1906, Hopper s'inspire de Degas, de Pissarro, de Marquet, de Vallotton, et adopte le style impressionniste, puis revient à New York pour faire partie de « The Ashcan School » (école de la Poubelle) nouvellement créée par Robert Henri qui, au contraire, revendique un art indépendant, essentiellement américain. Pour gagner sa vie, Hopper pratique alors l'illustration – dans la lignée des illustrateurs français –, puis la gravure – il se réfère de temps en temps à Goya – qui lui permet de « cristalliser » sa peinture.

Edward Hopper développe alors un style très personnel multipliant les thèmes d'une moderne Amérique : *Manhattan Bridge*, *The City*, *Night Shadows*, *The Lighthouse*, puis à partir des années 1930 – la crise de 1929 est encore bien présente – des images de la ville déshumanisée ou de la solitude de personnages qui ne peuvent communiquer entre eux. Décrits une avec grande précision, découpés par une lumière crue, ces personnages paraissent absents ou trop concentrés dans leur

tâche quotidienne, immobiles, presque irréels. Les intérieurs des maisons et des bureaux sont divisés en zones vivement éclairées ou obscures, ce qui leur donne un aspect intemporel. C'est un monde étrange « surréel » qui nous fait penser à celui de G. de Chirico qui s'était lui-même rapproché du réalisme américain.

Dans *Room in New York*, un homme assis devant une table vide lit un journal, tandis qu'une jeune femme songeuse lui tourne le dos et tapote les touches d'un piano. « *L'habituelle économie de moyens avec laquelle Hopper transmet un message est particulièrement efficace ici. Une lumière zénithale inonde les lieux, se concentre sur la surface du plateau de la table ; le fait que seule l'ombre du journal vienne rompre l'ovale lumineux du plateau accentue les relations faites d'ennui des deux personnages ; il symbolise la désorientation de l'homme par rapport à son environnement* », explique, Parker Tyler, dans son anthologie *Edward Hopper : isolement par la lumière*. Voilà résumée l'ambiance des cent soixante-dix œuvres présentées cet automne au Grand Palais. « *Oh temps suspends ton vol, et vous, heures propices, suspendez votre cours* », pour prendre le temps d'aller voir Hopper, mais ne vous laissez pas envahir par la tristesse désertique de ses tableaux.

Françoise COLIN-BERTIN

*Exposition au Grand Palais à Paris
du 10 octobre 2012 au 28 janvier 2013*

Notes de lecture...

Où va l'Amérique d'Obama ?

de **Hervé de Carmoy**
et de **Alexandre Adler**

Les deux auteurs tentent de répondre de manière exhaustive aux interrogations soulevées par ce numéro de *France Forum* et d'abord à son intitulé. Dans une certaine mesure, ils approuvent le pessimisme qui en ressort.

Ils sont conscients des faiblesses nombreuses affligeant la puissance impériale de la décennie passée. Mais, très vite, ils soulignent les possibilités de redressement déjà à l'œuvre dans cette ancienne démocratie restée jeune d'esprit, grâce à son esprit d'entreprise et à l'afflux d'immigrés. À la différence de ce qui est souvent répété en Europe, ils apportent des ressources nouvelles au pays qu'ils ont choisi et qui ne les a pas repoussés. Le secteur financier, dont les excès sont largement à l'origine de la crise actuelle dans le monde, sera amendé, et même mis à l'amende. Il reste un sujet de préoccupation. Il constitue le principal obstacle à un redressement déjà sensible dans l'industrie, dans l'automobile par exemple ou dans l'extraction du gaz et du pétrole sur le sol américain. On n'a pas encore pris conscience en Europe du changement d'attitude envers l'exportation, qui depuis un an s'accroît nettement, notamment vers les pays émergents.

Ces perspectives tout à fait positives dépendent des décisions politiques et sociales qui seront prises, qui devront être prises, par le nouveau président dès le début de l'année 2013. Il existe toujours une incertitude, liée aux humeurs des maîtres de l'histoire des États-Unis : les électeurs, le peuple améri-

cain, véritable souverain. Mais jusqu'à maintenant ce pari sur la liberté humaine s'est révélé gagnant.

A l'ouverture du livre, Alexandre Adler dresse une brillante exposition des contraintes auxquelles doit faire face dans le monde la nation qui vient de perdre son statut, dangereux autant pour elle que pour les autres, de leader incontesté. Il explique que la politique intérieure doit redevenir, comme au temps de Roosevelt, le primat de l'action gouvernementale et non plus la politique extérieure, comme ce fut le cas pendant la guerre froide, dont les recettes et les réflexes se sont prolongés trop longtemps.

La subtilité de l'analyse fait songer que le prochain président américain ferait bien de s'assurer les services d'un tel intellectuel, substitut de ce que fut Kissinger auprès de Nixon et de Bush senior.

Nos lecteurs qui viennent de lire les articles si pertinents du présent numéro auront tout intérêt à compléter leur information par ce remarquable opuscule.

Charles DELAMARE

PUF, « Quadrige », 2011 – 18 €

The Debt Bomb

de **Tom Coburn avec John Hart**

Une dette qui approche les 100 % du PIB, un déficit budgétaire et un chômage au-dessus des 8 %, un déficit chronique de la balance commerciale, des programmes de protection sociale (retraite, santé) proches de l'insolva-

bilité, de quel pays parlons-nous ? De la France, de l'Italie ou de la Grèce ? Non, des États-Unis d'Amérique, la première puissance mondiale. Si des réformes structurelles profondes et un nouveau mode de fonctionnement des institutions politiques (Chambre et Sénat) ne sont pas adoptés dans les plus brefs délais, alors ce sera la faillite de ce pays avec les conséquences cataclysmiques qui entraîneront le monde entier dans une nouvelle dépression. Tel est en résumé le thème du livre du sénateur Tom Coburn.

L'ouvrage comporte deux parties. La première pose la problématique, à savoir l'explosion de la dette et des déficits qui menacent les bases mêmes du contrat social américain et s'emploie à détailler les responsables de ce fiasco financier. Le constat est simple : le système politique ne répond plus aux grands défis du temps. Contrairement aux idées reçues, ce ne sont pas les lobbyistes de Wall Street et autres groupes de pression qui sont les premiers coupables de cet état de fait, mais bien la classe politique dans son ensemble, toutes tendances confondues. Le grand coupable s'appelle le carriérisme ou, plus simplement, le désir de se faire réélire afin de rester au centre du pouvoir (*the inner ring*). La clé pour assurer sa réélection a un nom : la réserve parlementaire, en anglais, « *earmarks* ». Tout politicien américain se doit envers sa circonscription (les membres de la Chambre ou *US representatives*) ou son État (sénateurs), pour être maintenu dans ses fonctions, de « *bring home the bacon* », c'est-à-dire de faire voter des subsides ou aides en tout genre portant sur des millions de dollars, voire des centaines de millions, qui assureront non seulement à leurs électeurs une partie de la manne fédérale, mais démontreront la force de l'influence de leurs représentants dans le saint des saints du pouvoir à Washington.

Dans la deuxième partie de son ouvrage, Tom Coburn, fort de son expérience de médecin, de businessman et de législateur, tâche de répondre à cette question.

En guise de conclusion, le sénateur Coburn avance l'idée que la crise de la dette est avant tout une crise culturelle et ne sera résolue que par un changement des mentalités. Comme le dit l'adage latin « *leges sine moribus vanae* ». La politique comme la législation ne sont que l'aval de la culture, laquelle est en amont. Le peuple doit apprendre et accepter que le gouvernement ne peut pas tout. Il doit veiller au respect de l'équité et de la justice, mais n'est en aucun cas une œuvre de charité. La Constitution des États-Unis est très claire sur ce point. Lorsque l'État se lance dans des programmes de charité, il tourne le dos aux fondements de la République américaine telle que l'ont voulu les pères fondateurs, il crée une société de dépendance et d'assistanat qui bat en brèche la responsabilité individuelle et le concept de liberté lui-même.

L'État providence est mort sous le poids de la dette et des déficits. Il est temps de revenir aux fondamentaux. Ce message ne vaut pas seulement pour les USA, il vaut aussi pour la France et l'Europe qui se débattent peu ou prou avec les mêmes défis systémiques.

Jean SCHÉRE

Thomas Nelson éditeur, 2012 – 24,99 €

Comment va Marianne ? de Corine Pelluchon

Guérie du cancer qui la rongait, Marianne vient reprendre des forces dans un village de montagne, La Fontaine... et, comme le fabu-

liste, fait appel aux animaux pour essayer de comprendre ce qui lui est arrivé, à elle et à la France. Les émissaires de Marianne vont donc aller interroger ou observer différentes catégories d'habitants à travers le pays et, à leur retour, un vaste congrès, où se joignent les « chats philosophes », dressera le bilan. Suivra le festin végétarien du 14 Juillet où une nouvelle *Marseillaise*, moins belliqueuse, sera chantée.

Corine Pelluchon, philosophe spécialiste en éthique, étend ainsi sa réflexion, jusqu'ici centrée sur les questions d'autonomie de la personne, de vulnérabilité des hommes, des animaux et de la nature – *France Forum* a déjà rendu compte de plusieurs de ses travaux –, en écrivant ce conte politique engagé, un « conte philosophique et républicain », précise-t-elle, en sous-titre.

Le diagnostic est sombre et il n'est pas possible de compter sur nos hommes politiques « qui se comportent comme s'ils étaient différents par nature des autres hommes » et qui « sont constamment en campagne électorale » (la préparation d'une émission télévisée présidentielle est un véritable morceau d'anthologie), ni sur le tout petit monde des « importants » qui méprisent le peuple et manipulent les citoyens.

C'est donc un tour de France de ceux qui mènent « une vie ordinaire », du monde de l'enseignement, des « damnés de la terre », des laissés-pour-compte – prostituées, ou sans logis, ou autres –, de tous ceux qui semblent frappés par un mal-être auquel il est urgent de répondre que vont entreprendre les amis de Marianne qui, on le comprend, attachent du prix à tout ce qui est vivant, et par là même solidaire.

La sagesse ne viendrait-elle pas finalement des animaux aidés par ces chats philosophes qui ont pour noms Descartes, Hobbes, Heidegger,

Strauss à qui l'auteure a consacré une importante étude sous-titrée *Essai sur la crise de la rationalité contemporaine*, ou encore Levinas et Derrida ? Leur concours sera nécessaire car, on l'imagine, sous le vêtement ludique de la fable, c'est une véritable refondation de la République qu'il s'agit d'engager.

Une forme plaisante, une écriture fluide aident à la lecture et facilitent la compréhension de propos sérieux qui obligent à remettre en question notre manière ordinaire d'aborder les questions politiques et de réfléchir à ce qu'il est urgent d'entreprendre pour changer le monde, non pas brutalement, mais en douceur, en prenant au sérieux dans tous nos actes le respect de la vie.

Ce livre, aux accents délibérément rousseauistes, fera sourire les « importants ». Pensez donc : une femme, philosophe, végétarienne au surplus, écrivant une fable ! Et, pourtant, il y a là une sagesse qu'il conviendrait d'entendre et de méditer avant qu'il ne soit trop tard.

Jean-Pierre PRÉVOST

François Bourin éditeur, 2012 – 19 €

*Le Choc des Empires. Napoléon
et le tsar Alexandre*
de Charles Zorgbibe

L'ancien recteur de l'université d'Aix-Marseille explique, pour le bicentenaire de la retraite de Russie, comment, après les embrassades de Tilsit, en 1808, l'empereur est arrivé à la guerre et au désastre avec celui qui restait l'admirateur de son génie. Il souligne, outre un perpétuel soupçon des Russes à l'égard d'une possible résurrection de la

Pologne, l'influence néfaste du blocus continental sur les relations non seulement avec la Russie, mais aussi avec toute l'Europe occupée. Exemple à méditer quand l'Union européenne est saisie d'un prurit protectionniste, une réaction toujours nuisible.

D'autres facteurs parurent encore plus importants à l'époque. L'auteur, déjà remarqué pour sa biographie de Metternich, les connaît et les expose parfaitement dans un style parlé, très vivant, très actuel, tout en restant fidèlement historique.

À lire en se préparant à la chute de l'Empire !

Charles DELAMARE

Éditions de Fallois, 2012 – 24 €

L'action, sœur du rêve.
Souvenirs de voyage
de Jacques Blamont

Ces « souvenirs de voyage » ne sont pas ceux d'un touriste, catégorie humaine que l'auteur exècre, mais celle d'un savant, espèce beaucoup plus rare et dont on peut se demander si elle n'est pas en voie d'extinction en France. Pour avoir été un des principaux créateurs de la recherche spatiale dans notre pays, l'auteur a dû parcourir sans cesse notre petite planète, des États-Unis à l'URSS en passant par l'Inde, le Sahara et le Japon.

Si le CNES qu'il fonda et dirigea fut considéré comme « l'organisme le plus intelligent de France », il faut rendre à « l'organisateur » ce qui lui revient... Il est vrai que, comme Blamont l'écrit à propos du colonel américain Worden, il fut « trop intelligent pour n'avoir que des amis ».

Mais il en aura beaucoup parmi nos lecteurs. Parce que ce livre n'est pas frisé comme une per-

ruque, comme on disait au XVIII^e siècle. Il suit la carrière d'un homme qui fut fasciné par l'exploration planétaire dans un pays, le nôtre, où cette ambition dépassait de trop haut la hantise, après les privations de la guerre, du pain quotidien.

Il eut la chance avec le général de Gaulle de trouver un homme qui ne craignait pas de tutoyer les étoiles et qui eut l'extrême élégance de rendre hommage à Jacques Blamont de lui avoir procuré l'échelle qu'utilisa Jacob jadis...

Plongez-vous dans cette histoire individuelle, même si parfois l'auteur en parlant de la compression d'images, dans « Clémentine » ou dans d'autres passages, a l'air de vous considérer comme l'un de ses assistants. Flatteur, mais un peu rude ! Mais revenez vite à sa terrible description du camp de Dora, de la folie criminelle des nazis, aboutissant – paradoxe presque insoutenable –, grâce aux techniciens allemands qui avaient fabriqué les V1 et les V2 à Peenemünde et qui furent transportés en Amérique... et en France, aux plus radieux succès de la conquête spatiale !

Ne croyez pas que celle-ci fût une lubie de sectateurs de Jules Verne : votre téléphone portable, votre télévision numérique en sont les fruits.

Écoutez surtout l'auteur qui décrit scientifiquement les conséquences imminentes (d'ici moins de trente ans) de notre furie – désormais mondialisée – de la croissance. Scientifiquement, c'est-à-dire inéluctablement... à moins que...

Dans son désarroi, Jacques Blamont s'en est allé, lui l'agnostique, frapper à la porte du Vatican pour tenter de mobiliser les vieux messieurs de Rome en faveur d'un *aggiornamento* d'un type nouveau ! Pour sauver l'espèce humaine.

Lisez cet ouvrage tant qu'il en est encore temps !

Charles DELAMARE

Éditions e-dite, 2012 – 24 €

Vous pouvez **commander les anciens numéros de *France Forum*** en nous indiquant sur papier libre les numéros souhaités. Chaque numéro est à 10 euros (+ frais de port : **pour la France** : 2,40 € un numéro, 3,25 € deux numéros, 5,50 € trois numéros ; **pour l'étranger** : 4,10 € un numéro, 6,10 € deux numéros, 12,60 € trois numéros).

France Forum n°44 décembre 2011

LE MONDIALISME : UN HUMANISME

Le refus de la mondialisation

par Charles Delamare

L'Europe dans un monde désoccidentalisé

par Hakim El Karoui

La voie étroite d'une mondialisation coopérative

par Anne-Marie Idrac

La sphère publique en concurrence

par Xavier Fontanet

Répondre au chagrin des classes moyennes

par Nicolas Bouzou

Cannes 2011 : des avancées sociales placent l'homme au cœur du G20

par Gilles de Robien

De la fracture sociale à la fracture générationnelle

par Emmanuel Faber

Le destin du social en France

par Robert Leblanc

Une protection sociale pour tous

par Marc Foucault

Les dépenses de santé : qui va payer ?

par Christian Prieur

Le G20 propose...

par Henri de Raincourt

Demain, la nouvelle société européenne et marchande

par Paul Camous

Habemus Papam ?

par Jean-Pierre Prévost

La globalisation, la Chine et l'avenir du système mondial

par Benoît Vermander

DOSSIERS ET ÉTUDES

Sortir de l'euro : et après ?

par Yves-Marie Laulan

L'Europe fédérale, seul recours pour sauver l'euro

par Marc Varangot

« Non, l'homme n'a pas arrêté de penser », entrevue avec Jean Sérisé

par *France Forum*

MOTS ET HUMEURS

Le dictionnaire du sens interdit

par André Le Gall

A-t-on vraiment besoin de l'euro ?

par Jacques Mallet

Rugby et nationalisme dans le Pacifique

par Benoît Marcenac

Réflexions sur l'âge, l'homme prothèse

par Jean Chélini

« Une manifestation antifranaise »

par Giuseppe Sacco

IL Y A CINQUANTE ANS

L'Angleterre et le navire en marche

par Jacques Mallet

CULTURE ET SOCIÉTÉ

Giacometti et les Étrusques, exposition à la Pinacothèque de Paris

par Françoise Colin-Bertin

L'Exercice de l'État de Pierre Schoeller

par Jean-Marie Bordry

NOTES DE LECTURE

Mainstream de Frédéric Martel

par Arthur Bertin

Éthique du refus de Christian Savés

par Arnaud Brillaud

Le Secret de l'enclos du temple de Jean d'Aillon

par Jean Chélini

France Forum n°45 mars 2012

NOUVEAUX RISQUES, NOUVELLES MENACES

Présentation du colloque

par Yves Pozzo di Borgo, sénateur de Paris

Première table ronde : déclin de l'idéologie, émergence du crime

par François Haut, Pascal Junghans, Xavier Raufier

Deuxième table ronde : prévoir et détecter dans un horizon maîtrisable

par Éric Danon, François Farcy, Jean-François Gayraud, Michel Quillé

Conclusion du colloque

par Alain Bauer

DOSSIERS ET ÉTUDES

Ne demandez pas le programme !

par Charles Delamare

Élection présidentielle :

Demandez le programme !

par Damien Saint-Jean

L'élection et la crise

par Jean-Pierre Prévost

Comment réorienter la France

par Charles Delamare, Bernard Dorin,
Charles Gosselin, Robert Pelletier, Claude
Vimont, Michel Albert, Georges Bonin

Crise financière et/ou crise de la démocratie ?

par Christian Savés

USA : vers un nouveau New Deal

par Jean-Marie Daillet

MOTS ET HUMEURS

Dictionnaire du sens interdit

par André Le Gall

Les agences de notation et la souveraineté nationale

par Jean Chélini

IL Y A CINQUANTE ANS

La démocratie à refaire

par Yvon Bres

CULTURE ET SOCIÉTÉ

Phares, exposition au musée national de la Marine

par Françoise Colin-Bertin

L'avant-garde musicale aujourd'hui ?

De *Tannhäuser* à Pierre Barbaud

par Nicolas Viel

***The Lady* de Luc Besson**

par Jean-Marie Daillet

***Danser sa vie*, exposition au centre Pompidou**

par Jean-Marie Bordry

NOTES DE LECTURE

De l'indignation à l'engagement.

***Foi et politique* de Jacques Barrot**

par Albert Kalaydjian

Journal de Moscou.

***Ambassadeur au temps de la guerre froide* de Henri Froment-Meurice**

par Jean-Marie Daillet

La passion antisémite, habillée

***par ses idéologues* de Francis Kaplan**

par Charles Delamare

France Forum n°46 juin 2012

LA REFONDATION DE LA FAMILLE

Vive la famille !

par Jacques Barrot

La femme, médiatrice entre vie privée et vie publique

par Luce Irigaray

Enjeux de la filiation : hier, aujourd'hui, demain

par Pierre Lévy-Soussan

Familles, je vous aime !

débat entre Caroline Mécary et Anne-Marie Le Pourhiet

La famille et le fisc

par Jacques Bichot

La bonne nouvelle de la famille

par Jean-Charles Descubes

Les familles monoparentales et leur géographie

par Gérard-François Dumont

L'influence d'Internet sur la famille

par Marie-Pia Hutin

Que nous dit la télévision de la famille d'aujourd'hui ?

par Sarah Lécossais

« Versailles représente l'archétype de la visite familiale »,

entrevue avec Catherine Pégard

Famille et démographie en Chine aujourd'hui

par Cerise Phiv

Famille : de l'égo à l'humanité

par Jean-Marie Daillet

DOSSIERS ET ÉTUDES

De la nécessité du courage !

par Michel Rousseau

Le feuilleton de l'élection présidentielle

par Damien Saint-Jean

L'illusion démocratique

par Christian Savés

MOTS ET HUMEURS

Dictionnaire du sens interdit

par André Le Gall

De *France Forum* à *France Agora*

par Jean-Marie Daillet

Rester vigilant

par Jacques Mallet

1914 : célébrer ou commémorer ?

par Jean-Marie Daillet

IL Y A CINQUANTE ANS

Un homme à la mer

par Étienne Borne

CULTURE ET SOCIÉTÉ

Circuler. Quand nos mouvements façonnent la ville, exposition à la Cité de l'architecture et du patrimoine

par Françoise Colin-Bertin

L'opéra pour enfants :

la voie d'une reconquête ?

par Nicolas Viel

Another happy day de Sam Levinson

par Jean-Marie Bordry

Excentrique(s), Travail in situ, exposition au Grand Palais

par Jean-Marie Bordry

NOTES DE LECTURE

Les Hommes providentiels de Jean Garrigues

par Marc Foucault

Pour l'honneur du gaullisme. Contre-enquête sur un héritage de Jean Charbonnel

par Charles Delamare

Manuel de survie à l'Assemblée nationale de Jean-Jacques Urvoas et Magali

Alexandre

par Marc Foucault

Histoire de la papauté de Yves Bruley

par Albert Kalaydjian

France Forum (nouvelle série), numéros parus depuis 2000

- N° 46 – La refondation de la famille**
(juin 2012)
- Hors-série – 1965 : itinéraire d'une campagne**
(mai 2012)
- N° 45 – Nouveaux risques, nouvelles menaces**
(mars 2012)
- N° 44 – Le mondialisme : un humanisme**
(décembre 2011)
- N° 43 – Le monde arabe : nouvel acteur de la mondialisation ?**
(septembre 2011)
- N° 42 – La révolution arabe**
(juin 2011)
- N° 41 – L'euro : avis de tempête !**
(mars 2011)
- N° 40 – Vers la civilisation mondiale...**
(décembre 2010)
- N° 39 – L'Afrique en marche**
(septembre/octobre 2010)
- N° 38 – L'évaporation des citoyens**
(juin/juillet 2010)
- N° 37 – Notre Russie**
(mars 2010)
- N° 36 – La nouvelle crise sociale**
(décembre 2009)
- N° 35 – Face à la crise, une nouvelle économie politique (colloque : 2^e partie)**
(septembre 2009)
- N° 34 – Face à la crise, une nouvelle économie politique (colloque : 1^{re} partie)**
(juin 2009)
- N° 33 – Face à la crise**
(mars 2009)
- N° 32 – Les médias : beaucoup de bruit pour rien**
(décembre 2008)
- N° 31 – Les nourritures terrestres**
(septembre 2008)
- N° 30 – Le sourd craquement d'un monde**
(juin 2008)
- N° 29 – La dernière présidence**
(mars 2008)
- N° 28 – Crise et tremblement**
(décembre 2007)
- N° 27 – Le temps des contre-pouvoirs**
(septembre 2007)
- N° 26 – La France : un coup de jeune**
(juin 2007)
- N° 25 – Donner la parole au peuple**
(mars 2007)
- N° 24 – L'immigration, fruit de la mondialisation**
(décembre 2006)
- N° 23 – Un nouvel équilibre du monde**
(septembre 2006)
- N° 22 – Le chaos institutionnel : en sortir !**
(juin 2006)
- N° 21 – Devant nous le déluge !**
(mars 2006)
- N° 20 – Recherche et enseignement supérieur : un mauvais état**
(décembre 2005)
- N° 19 – Après le référendum : une autre Europe, une autre France**
(septembre 2005)
- N° 18 – Oui à l'Europe**
(mai/juin 2005)
- N° 17 – L'avenir des femmes**
(mars 2005)
- N° 16 – La fin du social ?**
(décembre 2004)
- N° 15 – Nouvelle Europe, nouvelle société**
(septembre 2004)
- N° 14 – La démocratie chrétienne, une révolution**
(juin 2004)
- N° 13 – La laïcité autrement**
(mars 2004)
- N° 12 – L'environnement pour vivre**
(décembre 2003)
- N° 11 – Les réformes à cloche-pied**
(Septembre 2003)
- N° 10 – Y a-t-il une culture européenne ?**
(Juin 2003)
- N° 9 – La modification**
(mars 2003)
- N° 8 – Du bon usage des crises**
(décembre 2002)
- N° 6/7 – La réforme**
(juin/septembre 2002)
- N° 5 – Crises et renouveau**
(mars 2002)
- N° 4 – La sécurité, un combat**
(décembre 2001)
- N° 3 – La révolution de l'euro**
(septembre 2001)
- N° 2 – Religion et démocratie**
(juin 2001)
- N° 1 – Le XXI^e siècle a commencé...**
(mars 2001)

BULLETIN D'ABONNEMENT

- 4 numéros par an -

**À retourner avec votre règlement à : France Forum
7, rue Saint-Dominique - 75007 Paris**

Je m'abonne

J'offre un abonnement à :

Nom (Mme, M.)

Prénom

Adresse

.....

Tél. E-mail

France ➡ 40 €
➡ 48 € (soutien)
Étudiant ➡ 28 €
Étranger ➡ 44 €

(TVA : 2,10 %)

Les auteurs

Alexandre Adler, *historien, journaliste*

Philippe Augier, *maire de Deauville*

Christian de Boissieu, *professeur à l'université de Paris I-Panthéon-Sorbonne et à ESCP Europe*

Hervé de Carmoy, *ancien dirigeant de banque, membre de la Commission Trilatérale*

Françoise Colin-Bertin, *conférencière nationale, membre du comité de rédaction de France Forum*

Guillaume Debré, *correspondant de TF1 et LCI à Washington*

Charles Delamare, *rédacteur en chef de France Forum*

Pierre-Édouard du Cray, *directeur des études à Sauvegarde Retraites*

Marc Foucault, *inspecteur général de l'Éducation nationale, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur*

Anne-Marie Idrac, *ancien ministre*

Albert Kalaydjian, *conseiller municipal à la ville de Saint-Ouen (93)*

Sylvie Laurent, *américaniste, enseignante à Sciences-Po*

André Le Gall, *écrivain*

Jacques Mallet, *ancien député européen*

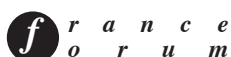
Yves Mossé, *ancien haut fonctionnaire de l'État et des collectivités locales*

Jean-Pierre Prévost, *politologue*

Jean Schéré, *ancien professeur de management à Wharton Business School et à Tufts University*

Marc Varangot, *économiste, ancien directeur chez J. P. Morgan-Private Banking*

Nicolas Viel, *musicologue*



Directeur de la publication : **Charles Delamare** — Gérant : **Catherine Bruno** — Comité de rédaction : **Jean Chélini, Françoise Colin-Bertin, Jean-Marie Daillet, Charles Delamare, Raoul Delamare, Marc Foucault, Albert Kalaydjian, Anne Laborde-Medevielle, Jacques Mallet, Yves Pozzo di Borgo, Jean-Pierre Prévost** — Secrétaire de rédaction : **Élisabeth Cazeaux** — Maquette : **Jean Plonka** — Rédaction : 7, rue Saint-Dominique 75007 Paris — Téléphone : 01 80 96 45 42 — E-mail : france.forum@free.fr — Commission paritaire : 0113 P 86488 — Impression : Roto Presse Numéris - 36-40, bd Robert-Schuman, 93190 Livry-Gargan.

ÉTATS-UNIS : L'HYPERPUISSANCE EN DANGER ?

Le système politique américain : va-t-on vers une paralysie ? par Yves Mossé

Où en est le leadership américain ? par Hervé de Carmoy

L'année de toutes les surprises par Albert Kalaydjian

« **L'avenir en trois scénarios** », entrevue avec Alexandre Adler

L'économie américaine à la veille de l'élection présidentielle par Christian de Boissieu

Retraites : le surprenant modèle américain par Pierre-Edouard du Cray

Obamacare par Jean Schéré

Les Hispaniques, l'électorat convoité des élections américaines par Sylvie Laurent

« **Amérique, un choix entre deux avenir** », entrevue avec Guillaume Debré

Un canari dans la mine par Marc Varangot

DOSSIERS ET ÉTUDES

La guerre d'Algérie (1830-1962) n'est pas terminée par Jean-Pierre Prévost

Sommaire détaillé page 1